

D'ICI 2030, L'ALGÉRIE DISPOSERA DE 27 STATIONS 8 milliards de dollars alloués au dessalement

L'Algérie poursuit à un rythme soutenu la mise en œuvre de sa stratégie nationale de sécurité hydrique, plaçant le dessalement de l'eau de mer au cœur de sa politique d'approvisionnement. À l'horizon 2030, le pays ambitionne de disposer de 27 stations réparties le long du littoral, pour une capacité globale estimée entre 5,6 et 5,7 millions de mètres cubes par jour. Ce programme colossal, qui mobilise près de huit milliards de dollars d'investissements, vise à couvrir environ 60 % des besoins des citoyens en eau potable. P 3



PLATFORME "STARTUP.DZ"

**Plus de 100 000
demandes
enregistrées**

La plateforme numérique Startup.dz s'impose progressivement comme le cœur du dispositif national d'accompagnement des start-up en Algérie. Mise en place dans le cadre de la politique de développement de l'économie de la connaissance, elle a déjà enregistré plus de 100 000 demandes de labellisation, un chiffre qui témoigne de l'essor rapide de l'entrepreneuriat innovant dans le pays.

P 2

CONTRÔLE DES IMPORTATIONS AUX PORTS

**Un nouveau dispositif
déjà en place**

Conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un nouveau dispositif de contrôle des importations aux ports a été mis en place. Des laboratoires mobiles d'analyse de la qualité des produits importés ont été déployés dans plusieurs ports algériens afin de renforcer la sécurité alimentaire et la protection du consommateur.

P 5

LANCEMENT PROCHAIN DE «ALGERIA BID ROUND 2026»

**L'Algérie s'apprête à
proposer des «actifs
de classe mondiale »**

Le ministère des Hydrocarbures et des Mines a annoncé que le prochain appel d'offres «Algeria Bid Round 2026», qui sera lancé par l'Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures (ALNAFT) au courant de ce premier semestre 2026, marque une étape majeure dans le développement du secteur énergétique national. Selon le ministère, cette initiative constitue une véritable opportunité pour dynamiser l'exploration et le développement des hydrocarbures dans le pays.

P 3

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
**12 décès et 375 blessés
durant le Ramadan** P 2

LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE EN VISITE
À LA WILAYA DE CHLEF
**Des orientations
pour améliorer le service
public de l'eau** P 3

LA MINISTRE DU COMMERCE
L'A SOULIGNÉ
**La protection du
consommateur, un
engagement national** P 5

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
12 décès et 375 blessés
durant le Ramadan

Par S. R. .

La sécurité routière en Algérie demeure une priorité nationale, particulièrement durant le mois de Ramadan, période marquée par une mobilité accrue des citoyens, notamment après la rupture du jeûne et lors des soirées. Selon les derniers chiffres communiqués par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), 280 accidents de la circulation ont été recensés, entraînant 375 blessés et 12 décès dans les zones urbaines relevant de la compétence de la DGSN. S'exprimant sur la « Chaîne II » de la radio nationale, le commissaire divisionnaire Rabah Zouaoui a précisé que ces statistiques permettent aux autorités d'évaluer l'efficacité des mesures mises en place et d'adapter les stratégies de prévention. « Les chiffres ne servent pas uniquement à compter les victimes, mais surtout à déterminer si nous sommes sur la bonne voie pour protéger nos citoyens. Lorsque les indicateurs sont positifs, nous poursuivons nos efforts ; lorsqu'ils sont négatifs, nous recherchons les causes et redoublons d'efforts pour les corriger », a-t-il indiqué. Comparativement à la deuxième semaine du mois précédent Ramadan, ces données révèlent une amélioration notable : le nombre d'accidents a diminué de 43, le nombre de blessés de 26 et le nombre de décès de 2, soit une baisse respective de 13,31 % pour les accidents, 16,48 % pour les blessés et 14,28 % pour les décès. Malgré cette évolution encourageante, le commissaire divisionnaire a souligné que « la persistance de blessures et de décès reste préoccupante, ce qui nécessite un renforcement constant des campagnes de sensibilisation et de prévention routière ». Pour faire face aux particularités de Ramadan, la DGSN a déployé un dispositif sécuritaire renforcé. Rabah Zouaoui a expliqué : « Nous avons réorganisé nos patrouilles pédestres et motorisées aux heures de forte circulation, notamment après la prière des Tarawih, et sécurisé les marchés, les places publiques ainsi que les abords des mosquées afin d'éviter les encombrements et de réduire les risques d'accidents ». Le commissaire a également insisté sur l'importance de sensibiliser les conducteurs aux dangers de l'excès de vitesse, de la fatigue et de la conduite prolongée. Une innovation majeure introduite durant cette période est le concept d'« intelligence routière », qui combine vigilance stratégique, protection des informations et influence comportementale. « Il ne s'agit pas seulement de surveiller la circulation, mais de prévoir les risques, de contrôler les informations et de convaincre les conducteurs d'adopter des comportements sûrs, en particulier le respect des limitations de vitesse », a expliqué Rabah Zouaoui. Le commissaire a également évoqué le rôle du nouveau code de la route, qui prévoit des sanctions plus strictes et la création d'un système national de surveillance des points noirs routiers, permettant d'identifier les zones à risque et d'améliorer la sécurité sur les axes les plus fréquentés. À l'approche de l'Aïd El-Fitr, la vigilance des services de sécurité s'intensifie. Selon le commissaire, « nous anticipons un accroissement important de la circulation en raison de la coïncidence de l'Aïd avec la fin de semaine et le début des vacances scolaires. Il est essentiel que les citoyens respectent scrupuleusement les règles de sécurité pour garantir un Aïd sûr et serein ».

PLATEFORME "STARTUP.DZ"

Plus de 100 000 demandes
enregistrées

La plateforme numérique Startup.dz s'impose progressivement comme le cœur du dispositif national d'accompagnement des start-up en Algérie. Mise en place dans le cadre de la politique de développement de l'économie de la connaissance, elle a déjà enregistré plus de 100 000 demandes de labellisation, un chiffre qui témoigne de l'essor rapide de l'entrepreneuriat innovant dans le pays.

Par S. R.

Lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale, Chams Eddine Benmoussset, directeur des start-ups et des structures d'appui au ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, a indiqué que cette plateforme constitue aujourd'hui le principal outil numérique de gestion des demandes de labels pour les projets innovants. « Tout est désormais numérisé. Les porteurs de projets peuvent déposer leurs dossiers à tout moment, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, directement sur la plateforme Startup.dz », a-t-il souligné. Depuis son lancement en 2020, le système de labellisation repose ainsi sur une plateforme entièrement digitalisée qui centralise l'ensemble des demandes liées à l'écosystème entrepreneurial national. Ce dispositif permet aux entrepreneurs de solliciter différentes reconnaissances officielles, allant du label "Projet innovant" aux labels "Start-up" et "Incubateur". À ces distinctions s'est ajouté, le 17 décembre 2025, le nouveau label "Scale-up", destiné à distinguer les jeunes entreprises les plus performantes et celles présentant un fort potentiel de croissance. Une fois déposés sur la plateforme, les dossiers font l'objet d'un premier filtrage administratif visant à vérifier leur com-

plétude avant leur transmission au comité national de labellisation. Selon les responsables du dispositif, cette étape préliminaire est déterminante puisque près de 50 % des demandes sont écartées à ce stade, principalement en raison de dossiers incomplets ou de projets ne répondant pas aux critères d'innovation exigés par la réglementation. Les projets retenus sont ensuite examinés par le comité national de labellisation, qui évalue notamment le caractère innovant de la solution proposée, la présence d'un prototype fonctionnel, la solidité du modèle économique ainsi que le potentiel de croissance du projet. Au terme de cette analyse, le taux d'acceptation demeure relativement sélectif : il oscille entre 10 % et 15 % pour les start-ups et entre 15 % et 20 % pour les projets innovants. Pour Benmoussset, cette exigence vise avant tout à garantir la qualité des entreprises labellisées. « Le comité n'a pas seulement pour mission d'accorder des labels. Il doit aussi orienter les porteurs de projets, les accompagner et parfois les réorienter vers d'autres dispositifs plus adaptés », a-t-il expliqué. La forte progression des demandes de labellisation s'inscrit par ailleurs dans un contexte de développement rapide de l'écosystème entrepreneurial algérien. Celui-ci s'appuie désormais sur un réseau de plus de 215 incubateurs répartis à travers le pays, dont 124 structures universitaires

dédiées à l'accompagnement et à la maturation des projets portés par les jeunes entrepreneurs. Cette dynamique révèle toutefois certains signes de saturation dans des secteurs historiquement très sollicités, notamment le e-commerce. Face à cette situation, les autorités encouragent progressivement les porteurs de projets à se tourner vers des domaines à plus forte valeur technologique et à plus fort potentiel de développement. Cette orientation vise notamment à favoriser l'émergence de solutions innovantes dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité ou encore les drones, tout en mettant l'accent sur des secteurs stratégiques pour l'économie nationale, comme les technologies liées à la gestion de l'eau, les énergies renouvelables, l'agriculture et la santé. Après une première phase consacrée à la structuration de l'écosystème entre 2020 et 2024, la stratégie nationale vise désormais une montée en qualité. Pour les années 2025 et 2026, l'objectif consiste à améliorer le niveau des projets et à encourager l'émergence d'entreprises capables de se développer au-delà du marché national. Dans cette perspective, les pouvoirs publics misent notamment sur la création d'entreprises dites "scalables", capables de croître rapidement et de s'implanter à l'international, en particulier sur les marchés africains.

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET AFFAIRES RELIGIEUSES
Une mission parlementaire à pied d'œuvre à Béjaïa

Une mission d'information parlementaire se trouve actuellement dans la wilaya de Bejaia pour une visite de deux jours, en vue de s'enquérir de l'état d'avancement des projets relevant des secteurs de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que des Affaires religieuses et des Wakfs. Présidée par le député Zakaria Belkhir, président de la commission de l'Education, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Affaires religieuses à l'Assemblée populaire nationale (APN), la mission est arrivée samedi dans la wilaya. Elle a tenu une séance de travail le matin avec les directeurs des secteurs concernés, au siège de la wilaya, en présence du wali, Kamel-Eddine Kerbouche. M. Belkhir a indiqué que la séance avait été marquée par la présentation détaillée du directeur de l'éducation de la wilaya de

Bejaia, qui a mis en lumière les atouts du secteur dans la wilaya, les défis auxquels ses responsables sont confrontés, leurs aspirations et les insuffisances enregistrées. De son côté, Mohammed Karim Korichi, directeur de l'éducation, a souligné, que le secteur de la wilaya avait bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 26 milliards DA entre 2020 et 2025. Concernant le secteur des affaires religieuses, le président de la mission parlementaire a salué les progrès réalisés, indiquant que 34 mosquées ont été inaugurées en une seule année, en plus des différents programmes et activités menés par les responsables du secteur. Concernant l'enseignement supérieur, la mission parlementaire a assisté à une présentation détaillée sur l'Université Abderahmane Mira, ainsi que sur les défis auxquels le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la

wilaya est confronté. La mission parlementaire d'information se poursuivra dans plusieurs communes de la wilaya, où ses membres rencontreront des représentants d'associations de parents d'élèves. Des visites sont également prévues dans des établissements scolaires des communes relevant des dairas de Sidi Aïch, Souk El-Tenine et Barbacha, ainsi que dans le chef-lieu de la wilaya. La délégation devrait aussi rencontrer des étudiants au niveau du pôle universitaire d'Aboudaou et visiter l'annexe de l'Ecole normale supérieure des enseignants ainsi que l'Ecole d'informatique et de numérisation du pôle universitaire d'Amizour. Par ailleurs, la mission parlementaire d'information prévoit de visiter plusieurs mosquées et écoles coraniques à travers différentes communes durant sa mission à Bejaia.

R. N.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

D’ICI 2030, L’ALGÉRIE DISPOSERA DE 27 STATIONS

8 milliards de dollars alloués au dessalement

L’Algérie poursuit à un rythme soutenu la mise en œuvre de sa stratégie nationale de sécurité hydrique, plaçant le dessalement de l’eau de mer au cœur de sa politique d’approvisionnement. À l’horizon 2030, le pays ambitionne de disposer de 27 stations réparties le long du littoral, pour une capacité globale estimée entre 5,6 et 5,7 millions de mètres cubes par jour. Ce programme colossal, qui mobilise près de huit milliards de dollars d’investissements, vise à couvrir environ 60 % des besoins des citoyens en eau potable.

Par Selma R.

Invité de la « Chaîne I » de la Radio nationale, Mouloud Hachlaf, assistant du P-DG chargé de l’Information et de la Communication au sein de l’Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, a souligné l’ampleur du changement de paradigme. Selon lui, l’Algérie vit une « véritable révolution dans le domaine du dessalement ». Il précise : « Nous parlons d’investissements de plusieurs milliards de dollars dans un secteur stratégique qui constitue désormais l’un des piliers de la sécurité hydrique nationale ». Le premier jalon de cette stratégie a été franchi avec l’achèvement du programme complémentaire, inauguré progressivement jusqu’en février 2025. Ce volet a permis la mise en service de cinq grandes stations, apportant une capacité de production supplémentaire de 1,5 million de mètres cubes par jour. Grâce à ces infrastructures, la contribution du dessalement dans l’approvisionnement national est passée de 18 % à 42 %. Parallèlement, la capacité globale de production a bondi de 2,2 millions à près de 3,7 millions de mètres cubes quotidiens. « Ces nouvelles stations ont permis d’injecter près de 300 millions de mètres cubes d’eau supplémentaires dans le réseau », a souligné Mouloud Hachlaf, rappelant que ces volumes ont été cruciaux pour atténuer les effets de la sécheresse. « Malgré la persistance du déficit pluviométrique, l’Algérie a pu maintenir un approvisionnement stable grâce à ces nouvelles capacités », a-t-il ajouté.

Face à la croissance démographique et au développement économique, les autorités ont lancé un deuxième programme complémentaire. Ce plan prévoit la construction de six nouvelles stations, dont la première phase priorise les wilayas de Tlemcen, Mostaganem et Chlef. Ce choix stratégique répond à la chute drastique des précipitations dans l’Ouest, estimée entre 65 % et 70 % par rapport à la moyenne historique (1958-2020). Les trois premières stations de ce nouveau cycle disposeront chacune d’une capacité de 300 000 mètres cubes par jour. Leur particularité réside dans leur portée géographique : grâce à des réseaux de transfert s’étendant sur 150 à 250 kilomètres, l’eau ne profitera pas qu’au littoral. « L’objectif est d’assurer une plus grande équité et de répondre aux besoins des régions de l’intérieur », a expliqué M. Hachlaf. Ainsi, la station de Tlemcen alimentera Sidi Bel Abbès, celle de Chlef desservira Aïn Defla et Médéa, tandis que l’unité de Mostaganem soutiendra la wilaya de Relizane. Le délai de réalisation de ces installations est estimé à 26 mois. Un point d’honneur est mis sur l’expertise locale : la construction repose sur des champions nationaux tels que Cosider Canalisations, la Société algérienne des projets industriels et la Société algérienne des grands travaux pétroliers, forts de leurs succès sur les sites de Fouka 2 ou Cap Djinet 2. Parallèlement, la stratégie s’adapte aux spécificités du Grand Sud. L’ADC y déploie des unités de dessalement mobiles conteneurisées. Capables de produire entre 2 500 et 5 500 mètres cubes par jour et

fonctionnant aux énergies renouvelables, ces installations valoriseront les ressources en eaux saumâtres à El M’Ghair, Oued Souf, Biskra ou Ouargla. Sur le plan financier, Mouloud Hachlaf a détaillé l’effort budgétaire de la nation : « Le premier programme a représenté 2,4 milliards de dollars. Pour le second, la première phase dépasse déjà le milliard. Au total, nous atteignons près de huit milliards de dollars consacrés au dessalement ». Cette montée en puissance préserve toutefois le caractère social de l’accès à l’eau. Alors que le coût de production réel d’un mètre cube oscille entre 80 et 100 dinars, il reste facturé environ 6 dinars au citoyen. « L’État prend en charge plus de 95 % du coût réel », souligne le responsable. Vers une autonomie technologique, la vision nationale s’articule en conclusion autour de trois piliers fondamentaux que sont la réalisation des infrastructures par des entreprises locales, le transfert de technologies via des partenariats internationaux ainsi que le développement d’une industrie locale d’équipements. À ce sujet, M. Hachlaf affirme que l’ambition est de localiser des technologies clés, notamment la fabrication des membranes semi-perméables, soulignant ainsi une volonté de maîtrise industrielle accrue. Enfin, considérées comme des infrastructures vitales pour le pays, ces stations bénéficient désormais d’un dispositif de protection renforcé assuré par l’État afin de garantir la pérennité de ces actifs stratégiques.

LANCEMENT PROCHAIN DE «ALGERIA BID ROUND 2026»

L’Algérie s’apprête à proposer des «actifs de classe mondiale »

Par Zahir R.

Le ministère des Hydrocarbures et des Mines a annoncé que le prochain appel d’offres «Algeria Bid Round 2026», qui sera lancé par l’Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures (ALNAFT) au courant de ce premier semestre 2026, marque une étape majeure dans le développement du secteur énergétique national. Selon le ministère, cette initiative constitue une véritable opportunité pour dynamiser l’exploration et le développement des hydrocarbures dans le pays. Dans une publication diffusée samedi soir sur les réseaux sociaux, le ministère a précisé que l’appel d’offres de 2026 offrira des perspectives inédites d’explora-

tion et de développement, incluant certaines des opportunités les plus prometteuses au monde dans le secteur des hydrocarbures, ainsi que des actifs de classe mondiale. Le ministère a également indiqué que davantage de détails sur les zones et les conditions de l’appel d’offres seront communiqués prochainement. Cette démarche s’inscrit dans une stratégie visant à exploiter de nouvelles potentialités, renforcer les partenariats stratégiques et soutenir le développement futur du secteur des hydrocarbures en Algérie. Elle témoigne de la volonté du pays de maintenir son attractivité auprès des investisseurs internationaux tout en consolidant sa position sur le marché mondial de l’énergie. Pour rappel, l’«Algeria Bid Round

2024», dont les résultats avaient été annoncés en juin 2025, avait permis l’attribution de licences d’exploration à plusieurs compagnies de différentes nationalités dans cinq zones du pays. Cet appel d’offres, le premier depuis 2014, s’inscrivait dans le cadre d’un programme ambitieux par lequel ALNAFT avait identifié 17 projets d’hydrocarbures destinés à l’investissement international. Avec le lancement de l’édition 2026, l’Algérie confirme sa volonté de développer son potentiel énergétique tout en attirant de nouveaux partenaires stratégiques, renforçant ainsi son rôle clé dans le secteur énergétique mondial et son positionnement sur le marché des hydrocarbures.

LE MINISTRE DE L’HYDRAULIQUE EN VISITE À LA WILAYA DE CHLEF

Des orientations pour améliorer le service public de l’eau

Le ministre de l’Hydraulique, Taha Derbal, a effectué, hier, une visite de travail et d’inspection dans la wilaya de Chlef, où il s’est enquis de la situation de son secteur. En effet, lors de sa rencontre avec les responsables locaux, le ministre a insisté sur la nécessité d’achever les projets en cours dans les délais contractuels, en respectant scrupuleusement les normes techniques. Il a souligné que ces projets doivent répondre aux attentes des citoyens et contribuer au développement durable de la région. « Nous devons absolument veiller à ce que tous les projets en cours soient terminés dans les délais impartis. Cela permet non seulement de respecter les engagements pris, mais aussi d’assurer une meilleure qualité de service pour la population », a déclaré le ministre.

Parmi les autres priorités évoquées par le ministre, l’optimisation de la gestion des ressources humaines et l’élargissement de l’utilisation de la numérisation dans la gestion de l’eau ont été soulignés. M. Derbal a insisté sur un contrôle efficace de la distribution de l’eau et sur l’amélioration de la qualité du service public grâce aux nouvelles technologies. En outre, le ministre a abordé la question des solutions alternatives pour faire face aux défis futurs du secteur. Il a souligné la valorisation des eaux usées traitées, une source d’eau secondaire qui pourrait jouer un rôle clé dans le développement de l’irrigation agricole et l’approvisionnement en eau dans certaines régions. M. Derbal a également évoqué la lutte contre les branchements illicites et les raccordements anarchiques qui, selon lui, affectent négativement la répartition équitable de l’eau. Lors de cette rencontre avec les responsables locaux de la wilaya de Chlef, le ministre Derbal a été informé par le directeur de l’Hydraulique de la wilaya des différentes problématiques touchant à l’approvisionnement en eau potable, à l’assainissement, à l’irrigation agricole et à la gestion des risques d’inondation. Cette visite a permis de faire le point sur la situation actuelle du service public de l’eau dans la région, ainsi que sur les projets en cours et les défis à venir. Saluant les efforts fournis par les responsables locaux pour garantir la continuité du service public de l’eau dans la wilaya, le ministre a instruit les responsables de son secteur de poursuivre leur travail avec détermination et de renforcer la qualité des services pour améliorer les conditions de vie des citoyens.

Par Z R.

SOLIDARITÉ NATIONALE
La ministre partage un iftar collectif avec des personnes âgées à Souk Ahras

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a partagé, samedi soir à Souk Ahras, un iftar collectif organisé en l'honneur des personnes âgées résidant au foyer accueillant cette catégorie, situé au chef-lieu de wilaya, et ce dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection. Avant l'iftar collectif auquel ont assisté les autorités civiles et militaires de la wilaya ainsi que plusieurs directeurs de l'exécutif local, la ministre a suivi un exposé présenté par le directeur de l'Action sociale et de la Solidarité de la wilaya (DASS), Ahmed Brahimi, concernant deux projets, le premier portant sur la réalisation d'un foyer pour personnes âgées à la commune de Sedrata et le second relatif à la réhabilitation du foyer similaire du chef-lieu de wilaya, pour une enveloppe financière globale estimée à 20 millions DA. Après avoir souligné l'importance d'une prise en charge optimale de cette frange de la société, la ministre a insisté sur la nécessité de réaliser ces deux projets conformément aux besoins des personnes âgées, en accordant une attention particulière à celles souffrant de troubles ou de maladies mentales. Elle a préconisé, à cet effet, de leur assurer un accompagnement médico-psychologique adéquat et de leur dédier un pavillon spécial au sein de la structure, garantissant les soins appropriés ainsi que les conditions humaines et sanitaires nécessaires.

CRA
Distribution de vêtements de l'Aïd aux enfants malades hospitalisés au CHU de Beni Messous

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a distribué, samedi, des vêtements de l'Aïd au profit d'un groupe d'enfants malades hospitalisés au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Issad-Hassani de Beni Messous (Alger). Cette initiative humanitaire a concerné 50 enfants malades dont l'état de santé ne leur permet pas de passer l'Aïd El-Fitr auprès de leurs familles, a indiqué le directeur de la santé au CRA, Mohamed El Mehdi Bellaouar. Le Croissant-Rouge algérien procédera également à la distribution de plus de 400 vêtements de l'Aïd aux enfants malades hospitalisés dans d'autres établissements de la capitale, dans le cadre de son programme de solidarité pour le mois sacré de Ramadhan, a précisé le même responsable. En prévision de l'Aïd El-Fitr, le CRA s'emploie à distribuer plus de 50.000 vêtements à l'échelle nationale, dans le cadre d'"initiatives visant à ancrer les valeurs de solidarité et d'entraide et à apporter de la joie aux enfants malades".

APS

AVEC PRODUCTION MOYENNE DE 800 000 TONNES/AN ENTRE 2021 ET 2023

L'Algérie, troisième producteur africain d'orge

Avec une production moyenne de 800 000 tonnes par an entre 2021 et 2023, l'Algérie s'impose comme le troisième producteur africain d'orge, selon les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Sur la période considérée, la production nationale ne couvrait toutefois que 42 % de la demande intérieure, estimée à près de 1,9 million de tonnes par an. En conséquence, l'Algérie devait importer plus de

la moitié de ses besoins. L'orge demeure par ailleurs la deuxième céréale cultivée dans le pays après le blé. Elle est principalement utilisée dans l'alimentation animale, tandis qu'une petite partie est destinée à la fabrication de pain et de couscous pour la consommation humaine. La demande varie également en fonction des conditions de pâturage : lorsque celles-ci sont défavorables, la consommation d'orge augmente. Dans son dernier rapport sur le marché céréalier, le Départe-

ment de l'Agriculture des Etats-Unis (USDA) indique que l'Algérie consacre près d'un million d'hectares de terres agricoles à cette culture. Pour sa part, la Tunisie, qui arrive à la quatrième, a enregistré une production moyenne de 347 000 tonnes d'orge par an entre 2021 et 2023, d'après la FAO. Il s'agit également du pays de ce classement le plus dépendant des importations pour satisfaire ses besoins intérieurs. Sur la période étudiée, la production nationale ne couvrait en ef-

UNIVERSITÉ DE SÉTIF

1^{er} hackathon de rétro-ingénierie du 31 mars au 2 avril prochains

L'université Ferhat-Abbas (Sétif 1) organisera du 31 mars au 2 avril prochains le 1^{er} hackathon de rétro-ingénierie appliquée dans le domaine de la mécanique, une initiative visant à renforcer les compétences nationales en la matière, a-t-on appris, samedi, auprès des organisateurs de cet événement scientifique. M. Farouk Benali, directeur de l'incubateur d'entreprises de cette université, structure organisatrice du hackathon, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cet événement scientifique et technologique vise à "encourager les étudiants porteurs de projets innovants à vivre une expérience pratique alliant analyse technique et vision économique dans un espace compétitif fondé sur la créativité et l'innovation". Les participants disposeront de 30 heures de travail continu pour développer leurs projets avant de les présenter devant le jury en expli-

quant l'idée du projet et ses caractéristiques techniques et économiques, selon M. Benali qui a ajouté que l'idée de ce hackathon "repose sur le développement de solutions technologiques innovantes permettant d'intégrer les dimensions technique et économique dans les projets proposés, à travers l'analyse technique, l'étude de faisabilité, le modèle économique et le marketing industriel". Les étudiants participants travailleront en groupes pluridisciplinaires comprenant des étudiants en ingénierie mécanique, électronique et informatique, ainsi que des étudiants en économie et sciences de gestion, la partici-

pation étant ouverte aux étudiants des différentes institutions universitaires du pays. Les lauréats de cet événement scientifique devant être organisé en collaboration avec l'unité de recherche en fabrication additive de Sétif, "recevront des prix de valeur et se verront offrir la possibilité de faire bénéficier leurs projets de l'expertise de l'incubateur d'entreprises de l'université de Sétif 1 dans le but de transformer leurs idées en projets innovants réalisables industriellement", selon le même responsable.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 15 مارس 2026 الموافق لـ 25 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Mars 2026 (25 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	57	البطاطا
	Tomate	111	122	99	الطماطم
	Oignon sec	97	107	88	البصل الجاف
	Ail sec	988	1089	887	الثوم الجاف
	Carotte	105	118	92	الجزر
	Navet	111	124	99	اللفت
	Choux fleur	135	147	122	قرنبيط
	Choux	98	112	85	الكرنب
	Courgette	131	145	117	الكوسة
	Haricot vert	499	536	462	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	199	221	178	الخس
Fruits frais	Orange	202	250	154	البرتقال
	Citron	172	196	147	الليمون
	Pomme locale	415	507	323	التفاح المحلي
	Datte	496	616	376	التمر
	Banane	454	478	430	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1957	2101	1813	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	416	431	400	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	19	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	104	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-14,36	6,09	10,14	7858	2 711 010,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	NC	0,00	-0,04	-0,77	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	NC	0,00	0,01	1,65	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2240,00	0,00	-0,37	-1,21	10,68	5,58	1000	2 240 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,56	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,69	3,97	5,00	0	0,00

CONTRÔLE DES IMPORTATIONS AUX PORTS

Un nouveau dispositif déjà en place

Conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un nouveau dispositif de contrôle des importations aux ports a été mis en place. Des laboratoires mobiles d’analyse de la qualité des produits importés ont été déployés dans plusieurs ports algériens afin de renforcer la sécurité alimentaire et la protection du consommateur.

Par Reda Hadi.

Ces laboratoires sont installés dans les ports d’Alger, Annaba, Skikda, Jijel, Béjaïa, Mostaganem, Oran et Ghazaouet. Ils permettent de renforcer considérablement le dispositif de contrôle tout en réduisant les délais de traitement des marchandises, facilitant ainsi l’approvisionnement du marché national. Opérationnels depuis novembre dernier, ces huit laboratoires mobiles assurent désormais un service permanent de contrôle des produits importés, avec des analyses réalisées directement sur le terrain. Cette approche permet aux inspecteurs de commerce de prendre des décisions immédiates concernant l’accès des marchandises au marché, contrairement aux anciens procédés nécessitant plusieurs jours dans les laboratoires fixes. Le rôle et l’efficacité de ces équipements ont été présentés samedi lors d’une visite organisée pour la presse nationale au port d’Alger, à la veille de la Journée mondiale des droits des consommateurs, célébrée chaque 15 mars. « La mission principale de ces laboratoires consiste à vérifier la conformité des produits aux normes et caractéristiques tech-

niques, selon la législation en vigueur, dans le cadre de la protection de la santé et de la sécurité des consommateurs, tout en contribuant au dédouanement rapide des conteneurs », a expliqué Mohamed Mezghache, directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce. Ces laboratoires, dotés d’équipements de pointe et montés sur des véhicules utilitaires légers fabriqués localement, permettent de contrôler la qualité des produits importés et de lutter contre les marchandises non conformes ou frauduleuses avant leur entrée sur le marché. Les missions sont menées en coordination avec les inspecteurs du commerce, les services des douanes et les autorités portuaires, avec des analyses microbiologiques et physico-chimiques détaillées, notamment sur les produits agroalimentaires. « Ces nouveaux outils permettent également de répondre aux besoins des autres services et opérateurs, notamment le ministère de l’Agriculture et celui de l’Environnement », a ajouté M. Mezghache. Grâce à ces laboratoires, les analyses peuvent aussi être effectuées au niveau des marchés locaux, avec des résultats quasi instantanés.

Pour Mohamed Khelifa, chef du projet chargé de l’acquisition de ces laboratoires, leur mise en service constitue un saut qualitatif en matière d’analyses microbiologiques, réduisant les délais de plusieurs jours à quelques minutes. Il a cité l’exemple de la poudre de lait destinée au lait industriel ou pour enfants, dont la vérification nécessitait auparavant un délai minimum de cinq jours, désormais réduit à quelques minutes seulement. Les laboratoires examinent la composition des produits en termes de protéines, matières grasses, acidité et humidité, ainsi que la conformité des produits Halal, notamment pour détecter l’usage éventuel de matières d’origine porcine ou alcoolique. L’objectif principal de ces laboratoires demeure la protection du consommateur contre tous les risques alimentaires et la facilitation du traitement des dossiers d’importation pour les opérateurs économiques dans des délais très courts. M. Khelifa a souligné que « le grand mérite dans la réalisation de ce projet revient au président de la République, qui a décidé de mettre ces équipements à la disposition du secteur pour veiller sur la qualité et les normes des produits importés ».

LA MINISTRE DU COMMERCE L’A SOULIGNÉ

La protection du consommateur, un engagement national

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a souligné, hier, dans une allocution à l’occasion de la Journée mondiale des droits du consommateur, célébrée le 15 mars de chaque année, l’engagement du secteur à assurer un environnement de consommation sûr et fiable, à travers plusieurs mesures pratiques qui renforcent les droits des consommateurs. Mme Abdelatif a précisé dans

une allocution publiée par le ministère à l’occasion de la Journée mondiale des droits du consommateur, placée cette année sous le thème « Des produits sûrs, des consommateurs confiants », que « la protection du consommateur algérien n’est pas seulement un devoir, mais un engagement national qui englobe tout ce qui a trait à l’amélioration de son cadre de vie au quotidien, de l’approvisionnement en produits alimentaire à la promotion du commerce électro-

nique, en consacrant les principes de la transparence dans les transactions, dont l’affichage des prix et la qualité des services ». Elle a ajouté à ce propos, que le secteur veille à « assurer un environnement de consommation sûr et fiable, à travers un contrôle minutieux, des laboratoires développés et des mesures pratiques renforçant les droits du consommateur et garantissant sa confiance dans le marché national ».

La protection du consommateur constitue, a-t-elle affirmé, « la pierre angulaire dans la nouvelle stratégie du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, visant à soutenir les produits locaux, renforcer la transparence et réaliser l’équilibre entre la protection du consommateur et la relance du secteur économique national, en adéquation avec les meilleurs standards internationaux ».

R E.

BLIDA

Journée de sensibilisation sur les droits des consommateurs à la place de la Liberté

La direction du commerce de la wilaya de Blida a organisé dimanche une journée de sensibilisation à l’occasion de la célébration de la Journée mondiale des droits des consommateurs (15 mars). Placée sous le slogan "Produits sûrs, consommateurs confiants", cette initiative abritée à la place de la Liberté du centre ville de Blida, a permis aux différents services et organismes participants de prodiguer des conseils et orientations aux citoyens sur la consommation et la protection du consommateur, a indiqué le chef du service de la protection du consommateur et de la répression des fraudes à la direction du

commerce, Mohamed Hadj Mehdi. Cette activité a également constitué une opportunité pour expliquer les huit (8) droits fondamentaux du consommateur reconnus par l’Organisation des Nations unies (ONU), notamment le droit au choix, à l’information, à la sécurité, à l’éducation, à la garantie et à un environnement sain, selon le même responsable. La manifestation, organisée en coordination avec plusieurs partenaires, dont les secteurs de l’agriculture, de la santé, de l’environnement et de la solidarité, ainsi que des associations professionnelles et les Scouts musulmans algériens (SMA), a donné lieu à la distribution de

dépliants et supports d’information, ainsi qu’à des échanges avec les citoyens afin de promouvoir une culture de consommation responsable et renforcer la protection du consommateur. M. Hadj Mehdi a ajouté que cette journée s’inscrit dans le cadre du programme annuel de sensibilisation mené par les services du commerce avec leurs partenaires, relevant que ces efforts ont contribué à des résultats positifs, notamment la baisse des cas d’intoxications alimentaires, passés à moins de 100 en 2025, contre des niveaux plus élevés les années précédentes.

APS

DJELFA

Mise en service d’un nouveau centre de proximité de stockage de céréales à Douis

La commune de Douis, à l’ouest de la wilaya de Djelfa, a bénéficié d’un nouveau centre de proximité de stockage de céréales, réalisé dans le cadre de l’extension du réseau des infrastructures de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), a-t-on appris des services de la wilaya. Le wali, Djahid Mous, a procédé dimanche à la mise en service de cette installation, implantée sur une superficie de trois (3) hectares et dotée d’une capacité de stockage de 5.000 tonnes. Cette infrastructure constitue un acquis important et un véritable soutien pour la filière céréalière dans cette région réputée pour l’abondance de sa production. Selon la fiche technique du projet, le centre comprend de vastes entrepôts de collecte et de stockage ainsi qu’un bloc administratif de gestion. Il a été réalisé dans un délai de 16 mois pour une enveloppe de plus de 224 millions de DA.

La commune de Douis étant également connue pour sa vocation d’élevage ovin, ce centre de proximité permettra de rapprocher les aliments de bétail subventionnés des éleveurs et de faciliter leur approvisionnement régulier. Il contribuera aussi à renforcer les capacités de collecte des céréales dans les zones avoisinantes, selon la Direction des services agricoles. Avec la mise en service de cette infrastructure, la CCLS compte désormais quatre (4) centres dans la wilaya, dont trois (3) réalisés dans sa partie nord, soit à Hed S’hari, Bouiret Lahdab et El-Khemis, et mis en service durant l’année en cours. Les citoyens de la commune de Douis ont salué les efforts des pouvoirs publics visant à élargir le réseau des infrastructures de stockage des céréales, estimant qu’il s’agissait d’un outil important pour rapprocher ces structures des professionnels de la filière céréalière à dimension stratégique, parallèlement à son rôle dans la promotion de la filière de l’élevage.

APS

BLIDA

Réception en juin prochain de deux complexes sportifs de proximité à Beni Tamou et Bouarfa

Deux (2) projets de complexes sportifs de proximité sont prévus à la réception en juin prochain dans les communes de Beni Tamou et Bouarfa (wilaya de Blida), a-t-on appris samedi de la Direction de la jeunesse et des sports. Selon le directeur du secteur, Mohamed Lamine Bakhti, le taux d'avancement des travaux est estimé à près de 95% pour le complexe de Beni Tamou. Le projet est quasi achevé dans l'attente des dernières retouches et de son équipement avant sa mise en exploitation, a-t-il ajouté, notant que cette infrastructure constitue un apport qualitatif pour le secteur de la jeunesse, en offrant des espaces pour la pratique de diverses activités sportives, culturelles et récréatives dans des conditions appropriées. Le projet du complexe sportif en cours de réalisation à la cité Deriouche de Bouarfa affiche, pour sa part, un taux d'avancement de près de 70%, les travaux se poursuivant à un rythme soutenu afin de le parachever dans les délais, a t-il précisé. Une fois opérationnelles, ces deux infrastructures sont de nature à renforcer les équipements sportifs et de jeunesse de la wilaya et offrir aux jeunes des espaces modernes pour la pratique d'activités sportives et de jeunesse, selon la même source. APS

EL-MENIAA

Le projet de réaménagement du drain principal à un stade avancé

Le projet de réaménagement du drain principal de la commune d'El-Meniaa sont à un stade avancé, a indiqué samedi le président de l'Assemblée populaire communale (APC), M. Othmane Bousbia. Inscrit au titre du renforcement du système d'assainissement et d'amélioration du cadre de vie, le projet englobe la réorganisation du système d'assainissement et de drainage, la réalisation d'un collecteur principal, l'ouverture de nouveaux canaux, a précisé M. Bousbia. Les travaux sont menés en trois phases portant aménagement général du drain, l'ouverture de nouveaux itinéraires, l'extension de canaux secondaires sur 2,5 km vers le drain principal, a-t-il ajouté. Des canaux spécifiques à l'évacuation des eaux pluviales sont aménagés, pour les séparer de ceux d'évacuation des eaux usées, dans la perspective de leur exploitation à des fins d'irrigation des palmeraies et vergers limitrophes. Le projet de réaménagement vise à améliorer le dispositif d'assainissement et mettre en place un système de drainage susceptible de mettre un terme aux odeurs nauséabondes provenant des eaux stagnantes, source de prolifération de moustiques vecteurs de maladies. Il permettra, une fois finalisé, d'améliorer le cadre environnemental et sanitaire, en plus de mieux l'intégrer dans le schéma urbain. APS

ORAN

La vie commerciale connaît une grande dynamique durant le Ramadhan

A Oran, les marchés ont de tout temps connu une grande dynamique à diverses occasions religieuses, notamment le mois sacré de Ramadhan, apportant à la ville une ambiance particulière profondément ancrée dans son identité.

Le Ramadhan ne se contente pas de raviver les pratiques spirituelles des habitants, mais il change également le paysage urbain et commercial, donnant aux rues et aux espaces commerciaux une effervescence spéciale. Dans les grands marchés comme M'dina Jdida, cœur commercial de la ville d'Oran, les étals s'élargissent, les vitrines se renouvellent et les stocks s'accumulent. Les "fawanis", lanternes emblématiques du mois sacré, apparaissent dans ce marché qui s'adapte à la demande. Déclinées en métal travaillé, en verre coloré ou en versions modernes à LED, elles attirent petits et grands. Pour de nombreux vendeurs, cette période représente un moment stratégique : les ventes réalisées en quelques semaines peuvent égaler plusieurs mois d'activité ordinaire. Les guirlandes lumineuses figurent également parmi les articles les plus recherchés. Suspendues aux balcons, accrochées aux façades ou installées dans les salons, elles participent à créer une at-

mosphère festive dès la rupture du jeûne. Dans les boutiques d'éclairage, les croissants et étoiles scintillants se vendent à un rythme soutenu. "Chaque année, j'achète de nouvelles lumières pour que les enfants ressentent l'ambiance du Ramadhan", confie Samira, mère de trois enfants rencontrée au marché. "Même si le budget est serré, on tient à décorer la maison", dit-elle. Concernant les produits alimentaires, les pâtisseries traditionnelles occupent une place de choix. La "chamia", aux reflets dorés, et le "sboe-el-qadi", soigneusement disposé sur les plateaux, attirent les regards dans les vitrines et sur les étales. Nadia, venue faire ses courses pour la semaine au marché d'Ain El-Turck, confie qu'elle ne peut pas "imaginer" un Ramadhan sans "chamia". Celle-ci accompagne toujours le thé après le "f'tour", note-t-elle. Les pâtisseries, eux, reconnaissent que la demande explose durant ce mois, obligeant parfois à prolonger les horaires de

travail pour satisfaire la clientèle. Les épices, enfin, constituent l'âme des marchés durant le Ramadhan. Les pyramides de cannelle, de cumin et de "ras el-hanout" colorent les étals et parfument les allées. "Je prépare mes mélanges à l'avance, car je cuisine davantage pendant le Ramadhan", explique Farida, croisée devant un stand d'épices. "Les prix ont un peu augmenté, mais on fait avec, c'est une tradition", estime-elle. Les commerçants confirment une hausse notable des ventes, notamment pour les produits utilisés dans la chorba et les plats mijotés du soir. Entre décorations lumineuses, douceurs sucrées et épices parfumées, le commerce ramadanese à Oran traduit une réalité bien ancrée: le mois sacré demeure un temps de recueillement et de solidarité, mais aussi un puissant moteur de la vie commerciales locale.

APS

SOUK AHRAS

Saisie de plus de 10 tonnes de bananes destinées à la spéculation

Les services de la Sûreté de wilaya de Souk Ahras ont procédé à la saisie de plus de 10 tonnes de bananes destinées à la spéculation et à l'arrestation de deux (2) individus impliqués dans leur stockage sans justificatif légal, indique samedi un communiqué des services de la Sûreté nationale. "Dans le cadre de la lutte contre

les crimes de spéculation sur les produits de consommation, les éléments de la Brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers de la Sûreté de wilaya de Souk Ahras ont procédé, cette semaine, à la saisie de plus de 10 tonnes de bananes destinées à la spéculation et à l'arrestation de deux (2) individus impliqués dans

leur stockage sans justificatif légal", précise la même source. "La saisie de cette quantité, estimée à 102 quintaux et 60 kilogrammes, fait suite à une perquisition inopinée menée dans un entrepôt dont le propriétaire procédait à l'acquisition d'importantes quantités de bananes tout en s'abstenant volontairement de les mettre sur le mar-

ché, dans le but de créer une pénurie et de perturber l'approvisionnement, pour ensuite les revendre à des prix supérieurs à leur valeur réelle", ajoute le communiqué. "Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Souk Ahras", conclut la même source.

APS

BENI-ABBES

Plus de 200 interventions de nettoyage et de curage des réseaux d'assainissement

Quelque 230 interventions de nettoyage et de curage des réseaux d'assainissement et des canalisations destinées à l'évacuation des eaux pluviales ont été effectuées à travers la wilaya de Beni-Abbes par les équipes de la direction locale de l'Office national de l'assainissement (ONA). Ces opérations, menées au cours du mois de février dernier, ont permis le nettoyage et le curage de 930 collecteurs d'eaux usées et pluviales, ainsi que la collecte d'environ 132 mètres cubes de boues et autres déchets issus de ces réseaux, a-t-on précisé. En outre, 35 mètres cubes d'eaux stagnantes ont été pompés, tandis que 25 points d'eau ont été traités dans le cadre de la prévention contre les maladies à transmission hydrique (MTH), a-t-on expliqué. Ces actions ont été réalisées en étroite collaboration avec la direction locale du secteur de l'hydraulique et les structures

communales d'hygiène, a indiqué le directeur local de l'ONA, Abdelwahab Al-lali. Un réseau couvrant une longueur de 3.100 mètres linéaires a été concerné par ces interventions, sur un total global de 508,18 kilomètres de réseaux d'eaux usées et pluviales gérés par l'office à travers la wilaya, selon le même responsable. Pour mener à bien ces opérations, inscrites également dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des habitants et de la préservation du cadre de vie, d'importants moyens humains et logistiques ont été mobilisés. L'objectif principal est de prévenir les maladies à transmission hydrique, d'éviter l'obstruction des réseaux et de limiter les débordements ou la stagnation des eaux usées, notamment dans les zones urbaines de la wilaya, a-t-il ajouté. Par ailleurs, un projet de réalisation d'un nouveau collecteur d'eaux usées est actuellement en cours dans la commune de Beni-Abbes. D'une longueur de trois

kilomètres, ce collecteur s'inscrit dans le cadre d'un programme de modernisation et d'amélioration de la gestion des eaux usées dans cette collectivité. Le projet prévoit également la réalisation de deux importantes stations de relevage des eaux usées, destinées à moderniser et à mettre à niveau le réseau, tout en protégeant la commune contre les inondations, selon la direction locale du secteur de l'hydraulique, maître d'ouvrage du projet. Ces nouvelles infrastructures permettront à terme d'optimiser la collecte et l'acheminement des eaux usées vers la station d'épuration (STEP), équipée d'un système de lagunage biologique déjà opérationnel et conçu pour répondre aux besoins des habitants de la commune, a-t-on signalé. Cette station dispose de quatre bassins destinés au traitement biologique des eaux usées, a-t-on encore précisé.

APS

L'avenir agroalimentaire de l'Afrique sera façonné par les jeunes – la leçon venue de la Centrafrique

La transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique dépend de la capacité des jeunes à façonner activement ce système, plutôt que d'en rester à l'écart. Partout sur le continent, les jeunes entendent dire que l'agriculture est une opportunité. Mais une opportunité sans accès aux marchés, au financement, aux compétences et aux espaces de décision conduit rarement à une véritable transformation.

Par David Adama(*)

En République centrafricaine, l'agriculture emploie la majorité de la population et contribue largement aux revenus ruraux, alors même qu'une faible part seulement des terres arables est exploitée. Le pays dispose d'un potentiel considérable dans l'élevage et se situe à un carrefour stratégique de marchés régionaux reliant le Cameroun, le Tchad, le Congo et le Soudan. Dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), ces réalités géographiques représentent une opportunité à grande échelle.

Mais l'ouverture des marchés ne se traduit pas automatiquement par la prospérité des jeunes.

Pour que les jeunes agripreneurs puissent bénéficier de la ZLECAf et de l'intégration régionale, ils doivent être prêts à commercer. Cela suppose l'existence de coopératives structurées, le développement de chaînes de valeur, l'accès au financement, des systèmes de production résilients face au climat, ainsi que les compétences techniques nécessaires pour respecter les normes de qualité. Cela exige également un élément moins souvent évoqué mais tout aussi essentiel : l'influence.

Lors d'un récent dialogue national sur l'agribusiness des jeunes, organisé à Bangui, un changement s'est opéré. Les discussions ont dépassé la seule question de l'accès aux opportunités pour s'intéresser à l'accès aux systèmes eux-mêmes. De jeunes entrepreneurs ont dialogué directement avec les responsables des plans nationaux de développement, des stratégies agricoles et des cadres continentaux liés à la Déclaration de Kampala du CAADP (2026–2035). La question n'était plus « Quel soutien pouvons-nous obtenir ? », mais « Comment pouvons-nous influencer les politiques publiques, les priorités budgétaires et les structures de marché ? ».

Le dialogue a également conduit à l'élaboration d'une feuille de route nationale pour l'agribusiness des jeunes, destinée à guider la mise en œuvre des recommandations issues des discussions. Cette feuille de route, qui devrait être finalisée puis soumise aux parties prenantes pour validation, met l'accent sur l'amélioration de l'accès des jeunes aux ressources productives, le renforcement de leur participation à l'élaboration des politiques publiques et la promotion de cadres plus inclu-



sifs pour l'accès aux marchés et la compétitivité. Elle vise à mobiliser les institutions publiques, les partenaires au développement, le secteur privé et les organisations de jeunesse, tout en soutenant l'intégration des indicateurs du Youth in Agrifood Systems Performance Index (YAPI) dans les politiques et programmes nationaux. Ce passage d'une logique de demande de soutien à une capacité à façonner les systèmes est déterminant. Les données montrent que l'inclusion des jeunes dans les systèmes agroalimentaires progresse lorsque les environnements favorables, l'accès aux services, au financement et aux marchés, ainsi que les mécanismes de résilience, sont alignés. Des outils comme le YAPI permettent de suivre les progrès réalisés dans ces différents domaines. Mesurer la participation des jeunes constitue une base essentielle pour les réformes institutionnelles. Sans données, les engagements restent rhétoriques. Avec des systèmes de suivi, les gouvernements et leurs partenaires peuvent identifier les blocages structurels et prioriser des réformes capables de produire un impact durable. Mais les données, à elles seules, ne créent pas le pouvoir d'agir. À travers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, l'expérience tirée des dialogues de jeunesse et d'initiatives comme YEFFA (Youth Entrepreneurship for the Future of Food and Agriculture) montre que la transformation s'accélère lorsque les jeunes sont organisés, formés et connectés à de véritables chaînes de valeur. Les formations doivent être reliées aux marchés. Le développement des compétences doit

être aligné sur les circuits d'investissement. Les programmes de soutien à l'entrepreneuriat doivent intégrer des mécanismes de partage du risque et des dispositifs d'incubation.

Les coopératives structurées offrent un exemple de changement systémique. Lorsque les jeunes s'organisent collectivement, ils renforcent leur pouvoir de négociation, réduisent les coûts de transaction et deviennent plus crédibles aux yeux des institutions financières. Les banques sont davantage disposées à s'engager lorsque le risque est mutualisé et que les structures de gouvernance sont formalisées. L'organisation collective transforme des opportunités fragmentées en entreprises capables de croître.

La ZLECAf renforce encore cette nécessité. Les marchés régionaux récompensent la compétitivité, le respect des normes et la régularité de l'approvisionnement. La participation des jeunes ne peut donc pas rester informelle si elle doit bénéficier de l'intégration continentale. Les gouvernements et leurs partenaires doivent investir non seulement dans la production, mais aussi dans la transformation, la logistique, les systèmes numériques et les dispositifs d'assurance qualité.

La leçon tirée de l'expérience centrafricaine ne concerne pas un seul pays. Elle reflète une réalité plus large à l'échelle du continent : la capacité d'action des jeunes se développe lorsque la compréhension des politiques publiques, le plaidoyer structuré et l'accès aux institutions convergent. Lorsque les jeunes entrepreneurs comprennent le fonctionnement des plans

nationaux, la manière dont les budgets sont alloués et comment les réformes sont suivies, ils passent du statut de demandeurs à celui de participants. Lorsqu'ils ont accès aux données, ils peuvent exiger des comptes. Lorsqu'ils sont connectés aux marchés, ils peuvent dépasser les logiques de subsistance.

L'Afrique ne manque pas d'ambition chez ses jeunes. Ce qui manque encore, ce sont des systèmes pleinement alignés.

Si le PDDAA 3.0 et la ZLECAf doivent produire une transformation réelle, les jeunes doivent être intégrés non comme une simple catégorie démographique, mais comme des co-concepteurs des réformes. Cela implique de les associer aux processus de gouvernance, d'aligner la formation sur les chaînes de valeur, de réduire les risques liés à l'investissement et de mesurer les performances de manière transparente.

L'agriculture restera au cœur de l'avenir économique de l'Afrique. La véritable question est de savoir si les jeunes se contenteront d'y travailler ou s'ils contribueront à en façonner les règles. La réponse déterminera non seulement la productivité des systèmes agroalimentaires, mais aussi la trajectoire plus large du continent en matière de stabilité, de commerce et de croissance inclusive.

(*) Spécialiste senior de l'engagement continental et régional à AGRA, et Henry Lagat, responsable de l'initiative Generation Africa (Youth Voice & Empowerment) à AGRA
Source : Ecofin.com, publié le

RÉSERVES EN DEVISES

La Tunisie atteint
107 jours
d'importation au
13 mars 2026

Les réserves en devises ont dépassé les 25,4 milliards de dinars au 13 mars 2026, soit l'équivalent de 107 jours d'importation, contre 23,2 milliards de dinars (soit 102 jours d'importation) à la même date en 2025. C'est ce qui ressort des indicateurs monétaires et financiers publiés hier, vendredi, par la Banque centrale de Tunisie. La hausse des réserves en devises s'explique notamment par la progression des revenus du travail, en hausse de 6 %, pour atteindre 1,7 milliard de dinars, ainsi que par l'augmentation des recettes touristiques, en progression de 4,8 %, s'établissant à 1,1 milliard de dinars depuis le début de l'année jusqu'au 10 mars 2026. S'agissant du service de la dette extérieure, celui-ci s'est établi à 1,3 milliard de dinars jusqu'au 10 mars 2026. Les données statistiques de la Banque centrale de Tunisie font également état d'une progression du volume total des transactions interbancaires de 11,2 %, passant de 3,3 milliards de dinars au 13 mars 2025 à 3,7 milliards de dinars actuellement. En revanche, le volume total du refinancement s'est rapproché de 11 milliards de dinars au 13 mars 2026, contre 13,3 milliards de dinars un an auparavant, soit une baisse de 18 %.

Agence

POUR SOUTENIR LEUR SÉCURITÉ ALIMENTAIRE,
FRAGILISÉE PAR LA GUERRE

L’Egypte envisage d’augmenter ses exportations agricoles dans les pays du Golfe

« Ces exportations de fruits et légumes ne se feront pas au détriment des besoins du marché local. Les exportations reposent en effet sur des cultures dont la production dépasse les besoins de la consommation nationale », a tenu à rassurer le ministère de l'Agriculture.

R I/Agence

Le ministère de l'Agriculture a mis au point un plan visant à renforcer l'accès des exportations agricoles égyptiennes aux marchés arabes, en particulier dans les pays du Golfe, selon un communiqué publié samedi 14 mars par le conseil des ministres dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient. Cette initiative produite par l'Administration centrale de la quarantaine agricole égyptienne, l'instance de contrôle et conformité sanitaire dépendante du ministère, s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'Égypte à « soutenir la sécurité alimentaire régionale et à garantir la continuité de l'approvisionnement en produits agricoles vers les pays arabes ». Le plan a été pensé pour faire face à la crise régionale et réduire son impact sur le commerce et les chaînes d'approvisionnement en facilitant les échanges commerciaux agricoles avec les pays arabes, de manière à servir les intérêts communs et à renforcer la coopération économique entre l'Égypte et les pays du Golfe.

La fermeture du détroit d'Ormuz, principal corridor maritime pour les exportations, a profondément perturbé les chaînes d'approvisionnement énergétiques et commerciales dans les pays du Golfe en réaction au déclenchement de la guerre contre l'Iran. Le ministère a précisé collaborer avec les autorités agricoles équivalentes aux Émirats arabes unis, Qatar, Koweït et Bahreïn afin de vanter le système d'exportation égyptien et sa capacité à répondre aux besoins des marchés du Golfe en diverses cultures agricoles. Selon un rapport officiel de l'Administration centrale de la quarantaine agricole, « plusieurs marchés arabes connaissent une demande croissante pour certains produits agricoles égyptiens. Cette demande s'explique par la volonté de ces pays de diversifier leurs sources d'approvisionnement en produits alimentaires frais et d'assurer la stabilité de l'offre sur leurs marchés locaux. » Le rapport indique également que les exportations agricoles égyptiennes disposent de plusieurs atouts renforçant leur capacité à répondre aux besoins des marchés extérieurs.

Parmi ces facteurs figurent la proximité géographique, le respect des normes techniques et sanitaires internationales, ainsi que l'efficacité des systèmes d'exportation, d'emballage et de transport frigorifique.

Une situation gagnant-gagnant

Un plan visant à augmenter le volume des exportations agricoles égyptiennes et à maximiser ses revenus permettra de soutenir l'économie nationale et de renforcer le rôle de l'Égypte comme partenaire fiable dans la réalisation de la sécurité alimentaire des pays frères de la région. Le ministre a pointé du doigt la nécessité d'améliorer la fluidité du processus des exportations agricoles, afin de garantir la stabilité des approvisionnements alimentaires sur les marchés arabes. « Ces exportations de fruits et légumes ne se feront pas au détriment des besoins du marché local. Les exportations reposent en effet sur des cultures dont la production dépasse les besoins de la consommation nationale », a indiqué le ministère.

MAURITANIE/PRODUITS DE BASE

Le gouvernement rassure sur l’approvisionnement du marché et la stabilité des prix

Le Comité ministériel chargé du suivi de l'approvisionnement du marché national en produits de base a tenu sa réunion périodique ce mercredi dans les locaux du Premier ministère, sous la présidence du Premier ministre, M. Mokhtar Djay. Cette rencontre s'inscrit dans la mise en œuvre des directives du Président de la République, M. Mohamed Cheikh El Ghazouani, visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens et à garantir la sécurité alimentaire.

Un cadre de suivi permanent pour la protection du pouvoir d’achat

Le Premier ministre a ouvert la séance en rappelant les décisions arrêtées lors de la précédente réunion, réaffirmant ainsi la volonté du gouvernement d'assurer une continuité dans l'approvisionnement du marché national. Les différents secteurs concernés ont ensuite présenté leurs rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures déjà adoptées. Cette réunion périodique témoigne de l'attention constante que les hautes autorités du pays accordent à la question de l'approvisionnement des marchés et à la préservation du pouvoir d'achat des Mauritaniens, conformément aux orientations du Chef de l'État.

Évaluation de la situation face aux défis internationaux

Les travaux du Comité ont été marqués par une évaluation approfondie de la situation actuelle de l'approvisionnement du marché national. Une attention particulière a été portée à la disponibilité des produits de consommation de base et des carburants, ainsi qu'à la régularité de leur acheminement vers les différents points de vente du pays. Cette évaluation a été menée en tenant compte des développements internationaux récents et de leurs éventuelles répercussions sur le mouvement commercial et les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le Comité a ainsi cherché à anticiper les défis potentiels pour mieux y faire face.

Des indicateurs rassurants sur la disponibilité des produits et carburants

À l'issue des discussions, le Comité s'est félicité de la situation actuelle de l'approvisionnement, confirmant la maîtrise des niveaux de prix malgré les fluctuations observées sur le marché mondial. Cette stabilité relative démontre l'efficacité des mécanismes mis en place par le gouvernement. Concernant spécifiquement les carbu-

rants, le Comité a tenu à rassurer les citoyens quant à leur disponibilité sur l'ensemble du territoire national. Plus encore, l'État a affirmé sa disposition à fournir les ressources supplémentaires nécessaires, quel qu'en soit le niveau, si la situation l'exigeait. Ces éventuels approvisionnements supplémentaires seraient assurés aux frais du Trésor public, confirmant ainsi la détermination de l'État à garantir l'accès à cette matière vitale.

Un rapport complet sur les produits alimentaires de base

La réunion a également été l'occasion d'examiner en détail un rapport complet sur l'approvisionnement du marché en produits alimentaires de base. Ce document a permis d'analyser l'évolution des prix sur les marchés internationaux et leurs impacts potentiels sur le marché local. Cette approche prospective permet au gouvernement d'anticiper les évolutions défavorables et de prendre les mesures nécessaires pour en atténuer les effets sur les consommateurs mauritaniens.

Renforcement des mécanismes de suivi et de coordination

À l'issue des présentations et des échanges, le Comité a souligné la nécessité de renforcer les mécanismes de suivi et de coordination entre les différents secteurs concernés. L'objectif est d'adopter une approche proactive pour garantir la disponibilité durable des produits de base et la stabilité de leurs prix. Cette orientation s'inscrit pleinement dans les directives de Son Excellence le Président de la République visant à renforcer la sécurité alimentaire nationale et à protéger les intérêts des citoyens. En clôturant les travaux de la réunion, le Premier ministre, M. Mokhtar Djay, a appelé l'ensemble des secteurs concernés à redoubler d'efforts et à maintenir une vigilance constante. Cette mobilisation vise à assurer un approvisionnement régulier et stable du marché national, tout en contrant toute tentative susceptible d'affecter la stabilité des prix. Le Chef du gouvernement a également insisté sur la nécessité de suivre avec attention les développements internationaux susceptibles de se répercuter sur les marchés locaux, afin de permettre une réaction rapide et appropriée du dispositif national d'approvisionnement.

R I.

CONFIRMANT LA NOTATION SOUVERAINE À « B+ »

Standard & Poor’s relève la perspective de la Guinée à «Positive»

L’agence internationale de notation financière Standard & Poor’s (S&P) a annoncé le relèvement de la perspective associée à la notation souveraine de la République de Guinée, désormais portée de « Stable » à « Positive », tout en confirmant la notation du pays à « B+ ». Cette décision constitue une nouvelle reconnaissance de l’agence quant à la trajectoire économique et financière de la Guinée, permise grâce à la vaste transformation engagée par les autorités.

R I / Agence

Le relèvement de la perspective associée à la notation souveraine de la République de Guinée, intervenant dès la première revue consécutive à l’attribution de la notation inaugurale, revêt un caractère exceptionnel. Avec une notation B+ assortie d’une perspective « Positive », la Guinée est confortée dans son positionnement parmi les signatures souveraines les mieux perçues du continent africain.

« Ce relèvement de perspective constitue un signal important envoyé à l’ensemble de nos partenaires économiques et financiers. Il confirme l’attractivité croissante de la Guinée pour les investisseurs internationaux et le potentiel de son économie dans les années à venir sous le leadership de S.E Mamadi DOUMBOUYA », déclare M. Djiba Diakité, Ministre Directeur de Cabinet du Président de la République et Président du Comité Stratégique de Simandou.

Dans son rapport, S&P met en avant les perspectives de croissance exceptionnelles de la Guinée, avec une croissance du PIB réel attendue à près de 10 % sur 2026-2029, portées par la montée en puissance du mégaprojet intégré Simandou, l’essor des capacités de raffinage et la réalisation de grands projets d’infrastructure. L’agence souligne par ail-

leurs le potentiel de diversification de l’économie guinéenne dans les secteurs de l’agro-industrie, des technologies de l’information et de la communication et dans le secteur des biens manufacturiers.

S&P prend également note de l’amélioration significative des réserves de change, qui ont plus que triplé en un an pour atteindre 4,1 milliards de dollars à fin 2025, portées par l’entrée en production de Simandou et l’afflux d’investissements directs étrangers.

Cette performance, supérieure aux attentes de l’agence, confère à la Guinée des marges de sécurité accrues dans un environnement international incertain, marqué par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et leurs effets potentiels sur les prix de l’énergie et les chaînes d’approvisionnement.

L’agence salue par ailleurs la très bonne dynamique des recettes publiques, en hausse de 46 % en 2025, portée non seulement par les recettes minières, mais aussi par les réformes structurelles engagées par les autorités en matière de digitalisation de l’administration fiscale et douanière, d’amélioration des contrôles et de réduction des exonérations.

Ces avancées, conjuguées à une dette publique maîtrisée à 36 % du PIB et à un déficit budgétaire contenu, démontrent la solidité du cadre de gestion des finances publiques guinéennes.

Enfin, S&P relève l’importance des jalons politiques récemment franchis. L’adoption d’une nouvelle constitution en septembre 2025 et l’élection présidentielle de décembre 2025, caractérisée par une forte mobilisation de la population guinéenne, ont conduit à la levée des dernières sanctions de l’Union Africaine et de la CEDEAO, et constituent un gage de crédibilité institutionnelle et de continuité dans la mise en œuvre des réformes engagées.

Pour conclure, l’agence indique que la perspective « Positive » pourrait se traduire par une révision à la hausse de la notation souveraine de la République de Guinée dans les 12 à 18 prochains mois, notamment en cas de renforcement de la position extérieure du pays ou de consolidation budgétaire plus rapide qu’anticipé.

« Cette décision conforte les perspectives économiques de la Guinée au moment où le Programme de développement socio-économique durable et responsable Simandou 2040 entre dans sa phase de déploiement. Ce plan d’émergence ambitieux ouvre un nouveau cycle de croissance et d’investissements pour le pays. Les années à venir permettront d’amplifier cette dynamique et de renforcer durablement les fondamentaux de notre économie au bénéfice de l’ensemble de la population », déclare M. Djiba Diakité.

LES INDUSTRIES CULTURELLES

Nouveaux leviers de souveraineté économique africaine

Des créateurs de mode béninois à l’ONU, un entrepreneur sénégalais qui parle de « transmission », une maison créative ivoirienne certifiée ISO. Les industries culturelles africaines ne veulent plus qu’on les plaigne. Elles veulent qu’on les paie.

Dans les sous-sols du Lightbox, en plein Manhattan, des mannequins ivoiriens et béninois enchainent les essayages sous des lumières crues. Dehors, la Fashion Week bat son plein. Dedans, un autre défilé se prépare — qui n’a pas grand-chose à voir avec les habituelles semaines de la mode. Pas de maison de luxe française, pas d’héritage européen revendu, pas de condescendance bienveillante. Juste des créateurs africains, du tissu Kanvô, de l’intelligence artificielle, et une fondatrice ivoirienne nommée Habyba Thiero qui répète, comme un mantra : « Il n’y a rien qu’on ne puisse pas faire à partir de chez nous. »

Orun x Designers venait de s’inviter dans la capitale mondiale de la mode. Quelques jours plus tard, les mêmes designers béninois — Jamal Chleuh de Rosyne Club et le bijoutier Paulin Bédou — défilaient au gala de l’UN Global Compact, en marge de l’Assemblée générale des Nations Unies. L’Afrique n’était là, impactant. Le jackpot qu’on n’encaisse pas.

Il faut d’abord poser les chiffres, même s’ils font mal. Les industries culturelles et créatives africaines génèrent 45,3 milliards de dollars par an, selon une étude AFD-BearingPoint publiée en février 2025. Le secteur créatif représente environ 4% des emplois en Afrique subsaharienne. Nollywood, l’industrie cinématographique nigériane, pèse à elle seule plus de 2 % du PIB du Nigeria. La mu-

sique afrobeats inonde les charts mondiaux. Les tissus africains alimentent les collections des grandes maisons de mode européennes. Et pourtant le continent ne capte encore qu’1 % d’un marché mondial estimé à 2 250 milliards de dollars. Un pour cent. Le reste file ailleurs — dans les plateformes de streaming américaines, les marges des distributeurs européens, les brevets déposés à Paris ou Milan sur des motifs nés à Lomé ou à Bamako. Ce n’est pas du retard. C’est du pillage à bas bruit. Et certains ont décidé que ça suffisait.

Un mot yoruba contre l’ordre établi Orun. En yoruba, c’est la matrice universelle. Le lieu d’où tout émerge. Habyba Thiero a choisi ce nom pour sa maison créative en connaissance de cause : elle ne construit pas une marque, elle revendique une origine. « Nous venons d’une même matrice, indépendamment de notre couleur de peau, de nos origines, de notre continent. Tout ce que nous rêvons, nous pouvons le faire depuis l’Afrique », dit-elle.

Le projet ORUN, soutenu par Africa Currency Network (ACN), groupe panafricain ancré au Kigali International Financial Centre, est structuré autour de « The Sovereign Code » : mémoire, structure, transmission. Trois piliers qui sonnent moins comme du jargon managérial que comme un programme politique. L’idée : que les créateurs africains ne soient plus des fournisseurs d’inspiration pour l’industrie mondiale, mais des acteurs à part entière avec leurs propres chaînes de valeur, leurs propres standards, leurs propres marchés.

En janvier 2026, ORUN a obtenu la certification ISO 20121:2024 pour son événement

fondateur, Heirs of Greatness Day. Première fois qu’un événement culturel panafricain décroche ce label international de management responsable. Une certification, ça ne fait pas vendre des robes. Mais ça dit aux investisseurs, aux institutions, aux partenaires : ici, on est sérieux. Et dans un monde où la créativité africaine est encore trop souvent traitée comme un folklore exotique plutôt qu’un secteur économique, c’est un acte politique autant que commercial.

Mouhamad Dieng, l’homme qui croit au capital humain

À Casablanca, lors de la première édition de Heirs of Greatness Day, un homme est monté sur scène en invité d’honneur. Il s’appelle Mouhamad Dieng. Il est né à Guédiawaye — commune populaire de la banlieue dakaroise — et vit aujourd’hui à Dubaï, d’où il pilote MIR Holding et préside la Fondation MRD, engagée dans l’éducation, la formation et l’entrepreneuriat en Afrique.

La ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine) ouvre en théorie la voie à un marché unifié de 1,4 milliard de consommateurs. En pratique, les barrières restent nombreuses : douanes, logistique, protection insuffisante de la propriété intellectuelle, accès limité au financement. Le Secrétaire général de la ZLECAf, Wamkele Mene, le répète depuis Alger : l’industrie créative africaine, évaluée à plus de 50 milliards de dollars, « pourrait être l’un des moteurs de la révolution industrielle africaine ». À condition qu’on lui en donne les moyens.

Synthèse R I.

CÔTE D’IVOIRE

Un plan de 35 millions \$ pour renforcer le vrac minier au port d’Abidjan

L’opérateur portuaire renforce ses capacités logistiques en Côte d’Ivoire, pour se positionner sur la croissance attendue des flux de vrac minier en Afrique de l’Ouest. Ceci dans un contexte d’expansion des projets miniers dans la région, susceptible d’accroître le trafic de matières premières transitant par le port d’Abidjan.

Le groupe SEA-Invest, concessionnaire du terminal minéralier du Port autonome d’Abidjan, a engagé un programme d’investissement de près de 20 milliards FCFA (environ 35 millions USD) pour moderniser ses installations et renforcer la manutention des vrac minéraux. Cette initiative vise notamment à soutenir la progression des flux issus des activités minières.

L’opérateur prévoit entre autres 2 nouvelles barges de capacité supérieure à celles actuellement disponibles, ainsi que 2 trémies avec système de captation de poussière, destinées à décharger les matières premières utilisées par l’industrie cimentière. A noter qu’une première vague de nouveaux équipements a déjà été réceptionnée, dont des grues dont le coût est évalué à environ 8 milliards FCFA. Elles renforceront les capacités de chargement/déchargement des vraquiers transportant des produits tels que le gypse, le calcaire ou le clinker.

Un positionnement sur les flux minier nationaux et sous-régionaux

Cet investissement répond à une dynamique croissante du secteur minier ivoirien, dont la contribution au PIB est passée d’environ 1 % à 5 % sur la dernière décennie, avec 13 % des exportations nationales. Il s’inscrit également dans les perspectives de croissance des flux miniers régionaux, avec entre autres la montée en puissance du Mali comme exportateur de lithium.

Plusieurs compagnies actives dans ce pays sahélien enclavé préparent en effet l’entrée en phase d’exploitation de leurs projets miniers, et envisagent déjà d’utiliser le port d’Abidjan comme principale porte de sortie maritime pour leurs expéditions.

Le groupe chinois Ganfeng Lithium, qui a démarré les exportations de concentré de lithium entre mai et juin 2025, a d’ailleurs indiqué avoir choisi le port ivoirien comme hub logistique pour ses flux.

Pour rappel, SEA-Invest assure depuis 2009 la gestion de deux terminaux au port d’Abidjan, un terminal fruitier et un terminal minéralier, dans le cadre d’une convention de concession. Ce partenariat s’inscrit dans la stratégie d’extension et de modernisation des capacités portuaires de la Côte d’Ivoire, visant à soutenir la croissance des échanges commerciaux et des activités industrielles.

Agence

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Le casse-tête des banquiers centraux

Nouvelle semaine négative pour les places financières. L'Europe affiche un recul limité, tandis que la baisse est plus marquée à Wall Street. Les marchés vivent toujours au rythme du conflit en Iran et évoluent au gré des fluctuations des cours du pétrole. Ce dernier se stabilise autour des 100 dollars, malgré les différentes annonces d'utilisation des stocks stratégiques. Les craintes inflationnistes sont toujours bien présentes dans l'esprit des investisseurs, alors que les principales banques centrales se réunissent la semaine prochaine.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :
Soitec +41,49 % : un message viral d'un influenceur sur X revendiquant une position massive déclenche un mouvement spéculatif sur le fabricant de substrats, évoquant sa position monopolistique sur les substrats SOI pour la photonique et l'IA.
BE semiconductor +18,43 % : des rumeurs de rachat par Lam Research ou Applied Materials propulsent le spécialiste néerlandais des puces, sa technologie d'hybrid bonding étant devenue un goulet d'étranglement stratégique pour l'industrie des semi-conducteurs IA.
Wacker Chemie +19,7 % : des perspectives 2026 au-dessus du consensus et des investissements fortement réduits propulsent le chimiste allemand spécialisé, le programme d'économies PACE soutenant la remontée de la rentabilité malgré l'absence de dividende.
JCDcaux +18,25 % : un cash-flow record dépassant les objectifs 2026 dès 2025 et des perspectives au 1er trimestre très au-dessus du consensus propulsent le leader mondial de la communication extérieure, qui rehausse son dividende et annonce un retour à la croissance en Chine soutenu par les JO d'hiver.
Zalando +15,85 % : des résultats au 4e trimestre supérieurs aux attentes et un programme de rachat d'actions de 300 MEUR 4x fois supérieur au consensus propulsent le géant européen de la mode en ligne, qui voit l'IA comme une opportunité de croissance plutôt qu'une menace.
Accelleron Industries +10,13 % : des résultats dépassant le consensus et un programme de rachat d'actions de 100 MCHF propulsent le spécialiste suisse des turbo-compresseurs, qui rehausse son dividende et anticipe une forte croissance tirée par les centres de données.

Flops :
Cosmo pharmaceuticals -18,99 % : le spécialiste pharmaceutique a chuté à la suite de la publication de résultats annuels 2025 décevants. Le laboratoire suisse a fait part d'un recul marqué de son chiffre d'affaires. Le marché sanctionne l'absence de nouveaux accords commerciaux majeurs et des prévisions jugées trop prudentes pour l'année à venir.
Canal + -23,11 % : la société de médias affiche des résultats contrastés. Si la rentabilité s'est nettement améliorée, la croissance du chiffre d'affaires au quatrième trimestre a déçu les investisseurs. L'intégration de MultiChoice et le plan de développement en Afrique, ont été jugés encore trop incertains pour susciter de l'enthousiasme.
Rotork -15,2 % : le géant britannique a initialement profité d'une hausse suite à la publication de résultats solides de ses ventes et de ses bénéfices en 2025, mais des perspectives plus faibles pour le secteur du pétrole et du gaz ont entraîné son cours de bourse à la baisse.
Kinnevik -15,9 % : l'entreprise d'investissement a dévissé lundi à la suite de la publication du rapport d'un vendeur à découvert. Kinnevik a ensuite rejeté ces allégations, affirmant que le document contient plusieurs inexactitudes. Le cabinet Ningi soutient que cette réponse soulève de nouvelles interrogations, ce qui accentue de nouveau la pression sur l'action.

ID logistics -11,78 % : l'expert de la logistique contractuelle recule suite à une publication annuelle lourdement sanctionnée par le marché. Si le chiffre d'affaires reste en croissance, le niveau de FCF ressort négatif. Cela provient d'une variation plus défavorable que prévu du BFR et de dépenses d'investissement nettement supérieures aux attentes.

Matières premières

Energie : La tension monte sur les marchés pétroliers. Le Brent gagne près de 10% cette semaine pour atteindre environ 101 dollars le baril, tandis que le WTI, moins sensible aux frictions géopolitiques, s'adapte 6% autour de 95 USD. C'est évidemment le blocage continu du détroit d'Ormuz qui explique cette augmentation des prix. Les pays producteurs du golfe Persique ne peuvent plus exporter leur pétrole brut normalement et leurs infrastructures de stockage se remplissent rapidement. Pour gérer ce manque d'espace, plusieurs pays diminuent leur production. C'est le cas de l'Irak, du Koweït, des Émirats arabes unis et également de l'Arabie saoudite. Face à cette tension sur l'offre, les gouvernements déploient des mesures d'urgence. L'Agence internationale de l'énergie a annoncé la libération d'un volume record de 400 millions de barils issus des réserves stratégiques. En parallèle, le gouvernement américain a suspendu certaines sanctions économiques visant le pétrole russe pour une durée de 30 jours, jusqu'au 11 avril. Relevons néanmoins que ces mesures, si elles permettent d'apaiser temporairement les marchés, ne règlent pas le problème de fond. L'utilisation des réserves stratégiques constitue une mesure à court terme. La baisse durable des prix du pétrole brut dépend d'une seule condition : la réouverture du détroit d'Ormuz. Le marché maintiendra des prix élevés tant que les flux de pétrole brut ne circuleront pas de nouveau dans cette zone.
Métaux : Dans les grandes lignes : l'aluminium enregistre une forte hausse en raison des risques sur l'offre mondiale. À l'inverse, un dollar américain plus fort pèse sur l'or et le cuivre. Le prix de l'aluminium a atteint son plus haut niveau depuis avril 2022, au-dessus de 3500 USD. Le conflit au Moyen-Orient menace directement la production. Cette région représente environ 10% de l'offre mondiale d'aluminium. Le cours de l'or peine à progresser malgré les tensions géopolitiques. Le métal doré s'échange autour de 5100 USD l'once. La hausse du pétrole au-delà de 100 USD le baril ravive les craintes d'inflation. Cette situation économique incite la Fed à retarder la baisse de ses taux d'intérêt. Ce contexte monétaire renforce le dollar américain. Un dollar fort rend l'or plus cher pour les acheteurs utilisant d'autres devises, ce qui limite la demande.
Produits agricoles : Les prix des produits agricoles progressent à Chicago. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la hausse marquée des prix du pétrole tirent les cours du soja, du blé et du maïs à la hausse. Le boisseau de blé s'échange autour de 600 cents le boisseau, le boisseau de maïs se négocie autour de 460 cents et celui de soja progresse à 1217 cents (contrats échéance mai 2026).

Macroéconomie

Macro : Cette fin de semaine a permis aux investisseurs d'esquisser un timide sourire à la lueur des dernières publications macroéconomiques en provenance des Etats-Unis. L'inflation PCE Core, l'indicateur préféré de la Réserve fédérale américaine, est ressorti en ligne avec les attentes à +0.4% en rythme mensuel tandis que les dépenses personnelles ont créé la surprise avec une hausse plus forte qu'attendue à +0.4% contre +0.3% estimé. Bien sûr, les impacts de l'intervention israélo-américaine en Iran ne se reflètent pas encore dans les statistiques. Ainsi, tant que le détroit d'Ormuz n'est pas rouvert, les prix du pétrole devraient rester élevés et peser sur la croissance, favoriser l'inflation sous-jacente et limiter la marge de manœuvre de la Fed. A ce propos, le statu quo est privilégié pour le meeting de la semaine prochaine et une seule baisse de taux est désormais prévue pour l'ensemble de l'année contre deux précédemment. De son côté, le marché obligataire s'est fortement tendu à l'image du 10 ans allemand qui s'est rapproché de ses sommets de 2023 à 3.02%. Il faut dire que l'Europe est dépendante de ses importations énergétiques (pétrole et gaz naturel) et donc très sensible aux mouvements de prix.
Crypto : Dans un contexte pourtant peu porteur pour les actifs risqués, le bitcoin est en passe d'enregistrer sa meilleure semaine depuis septembre 2025. Le leader des cryptomonnaies progresse de +9% depuis lundi et revient flirter avec les 72 000 USD. Les ETF Bitcoin spot ont, de leur côté, enregistré plus de 400 MUSD d'entrées nettes depuis le début de la semaine. Le BTC reste malgré tout en baisse de -17% depuis le début de l'année 2026. Du côté de la deuxième cryptomonnaie la plus

valorisée du marché, l'ether (ETH), la tendance est similaire. Lui aussi s'achemine vers sa meilleure semaine depuis septembre 2025, avec une hausse de +9%, repassant au-dessus des 2 000 dollars. Les deux plus grandes crypto treasuries de la planète ont contribué à soutenir cette hausse. Michael Saylor, patron de Strategy, reste extrêmement offensif sur le bitcoin, avec encore 1 360 BTC achetés le 9 mars 2026, un record. De son côté, Thomas Lee poursuit sa stratégie haussière sur l'ether via Bitmine Immersion Technologies, qui a annoncé l'achat de 60 976 ETH, soit l'équivalent de 128 MUSD. Une chose est sûre : malgré un environnement encore fragile, les crypto treasuries continuent d'avancer sans trembler, quitte à s'exposer à leur principal risque, celui d'une violente rechute des cryptomonnaies, qui ferait fondre la valeur de leurs réserves et mettrait leur modèle sous pression. Le conflit avec l'Iran pourrait prendre fin très bientôt, mais nous devons aller jusqu'au bout. C'est un peu le résumé des prises de parole de la semaine de Donald Trump. Débrouillez-vous avec ça. Ce qui est certain, c'est que les conséquences économiques de la guerre en cours seront visibles pendant des semaines, si ce n'est des mois. Et les marchés commencent peu à peu à l'intégrer. C'est dans ce contexte que la Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, et la Banque Nationale Suisse se réunissent la semaine prochaine. A court terme, le statu quo est la solution privilégiée, le temps d'y voir plus clair. Mais il n'y a de toute façon pas vraiment de bonne solution. Un choc énergétique se traduit à la fois par moins de croissance et plus d'inflation.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Mars 2026
Valeur : 16 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		131.6538	131.6688
1	EUR	EURO		152.0865	152.1301
1	GBP	POUND STERLING		176.2906	176.4051
100	JPY	JAPANESE YEN		82.9211	82.9514
1	CNY	CHINESE YUAN		19.1541	19.1580
1	CHF	SWISS FRANC		168.3768	168.4606
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.9254	96.9650
1	DKK	DANISH KRONE		20.3540	20.3610
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2384	14.2431
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6357	13.6413
1	AED	UAE DIRHAM		35.8407	35.8595
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.0824	35.0883
1	KWD	KUWAITI DINAR		429.3992	429.5883
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.7010	45.1503
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0687	14.0703
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.6470	20.7529
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3088	3.3191
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.7143	179.7143

PROTECTION DES MÉNAGES FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

Les gouvernements du monde entier se mobilisent

Les gouvernements du monde entier agissent rapidement pour protéger les consommateurs de l'envolée des coûts de l'énergie, alors qu'une perturbation majeure de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz se répercute sur les économies, alimente l'inflation et comprime les budgets des ménages.

R I/Agence

Voici un aperçu de la manière dont différents pays réagissent, avec un détail des mesures et des orientations de chaque gouvernement : La semaine dernière, l'Inde a invoqué des pouvoirs d'urgence et a ordonné aux raffineurs de maximiser la production de gaz de pétrole liquéfié (GPL) afin d'éviter une pénurie de combustible de cuisson. Elle a réduit les ventes à l'industrie pour préserver l'approvisionnement de ses 333 millions de foyers raccordés au GPL. L'Inde a également exhorté les utilisateurs de GPL à éviter les achats de panique de bouteilles et à passer au gaz naturel par gazoduc lorsque cela est possible. La Corée du Sud a déclaré envisager des chèques énergie supplémentaires pour soutenir les ménages vulnérables, tout en se préparant à intensifier la production d'électricité d'origine nucléaire et thermique au charbon. La Chine a annoncé, de son côté, qu'elle libérerait des engrais issus des réserves commerciales nationales avant les semis de printemps, alors que la fermeture effective du détroit d'Ormuz perturbe les approvisionnements mondiaux. L'Australie a déclaré agir rapidement pour sécuriser l'approvisionnement national en carburant. Le gouvernement a annoncé qu'il puiserait



dans les réserves nationales d'essence et de diesel pour atténuer les pénuries affectant les chaînes d'approvisionnement rurales ainsi que les secteurs clés de l'exploitation minière et de l'agriculture. La Commission européenne demandera aux gouvernements de faire preuve de flexibilité dans l'application des règles de l'UE sur les importations de gaz, par crainte qu'une conformité stricte ne retarde les livraisons de GNL nécessaires à la stabilisation des approvisionnements. En Italie, le Premier ministre a déclaré que le pays envisageait de réduire les droits d'accise pour atténuer les prix des carbu-

rants et qu'il était prêt à augmenter les taxes sur les entreprises profitant indûment de la crise énergétique. Le gouvernement malaisien a annoncé qu'il porterait les dépenses consacrées aux subventions sur l'essence de 700 millions de ringgits à 2 milliards de ringgits (510 millions de dollars) afin de maintenir le prix fixe du carburant. L'Égypte a imposé des prix plafonds sur le pain non subventionné vendu dans les boulangeries privées, rétablissant le contrôle sur une denrée de base alors que le gouvernement s'efforce de protéger les consommateurs de l'inflation.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

L'Iran visera des entreprises américaines si ses infrastructures énergétiques sont frappées

« L'Iran répondra à toute attaque contre ses installations énergétiques », a mis en garde le chef de la diplomatie de la République islamique, Abbas Araghchi. L'Iran visera des installations d'entreprises américaines au Moyen-Orient si des infrastructures énergétiques iraniennes étaient frappées, a averti samedi le chef de la diplomatie, Abbas Araghchi. « L'Iran répondra à toute attaque

contre ses installations énergétiques », a-t-il mis en garde dans un message sur X après des frappes américaines sur des sites militaires de l'île de Kharg, le hub pétrolier iranien. « Si des installations iraniennes étaient visées, nos forces cibleront les installations des entreprises américaines dans la région ou des entreprises dans lesquelles les États-Unis détiennent des parts », a-t-il ajouté alors que la guerre est entrée sa-

medi dans sa troisième semaine. Dans une interview sur la chaîne américaine MSNow, Abbas Araghchi a souligné que les attaques américaines contre l'île de Kharg avaient été menées à l'aide de roquettes à courte portée lancées depuis deux lieux situés aux Émirats arabes unis, dont l'un près de Dubaï. « Ils utilisent le territoire de nos voisins pour nous attaquer avec ce type de roquettes, ce qui est

tout à fait inacceptable », a-t-il dit en soulignant qu'il était « très dangereux » de tirer de telles roquettes depuis des zones densément peuplées. Donald Trump a déclaré vendredi avoir « complètement détruit » des cibles militaires sur l'île de Kharg, et menacé de s'en prendre à ses infrastructures pétrolières si Téhéran entrave la libre circulation des navires dans le détroit d'Ormuz.

R I.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

La Fed pourrait retarder une baisse des taux

Le choc énergétique provoqué par la guerre au Moyen-Orient pourrait pousser la Réserve fédérale à maintenir ses taux d'intérêt élevés plus longtemps, à rebours des appels de Donald Trump à une détente monétaire. La guerre au Moyen-Orient pourrait rebattre les cartes de la politique monétaire américaine. Face à la flambée des prix de l'énergie provoquée par le conflit, la Réserve fédérale pourrait être contrainte de maintenir ses taux d'intérêt inchangés plus longtemps que prévu, au risque de contrarier les attentes de la Maison Blanche. Avant même la guerre, déclenchée le 28 février, nombre de responsables moné-

taires semblaient enclins à geler les taux pendant plusieurs mois afin de s'assurer que l'inflation revienne durablement vers l'objectif de 2 % fixé par la banque centrale. À 2,8 % en janvier, « cela fait cinq ans » que l'inflation reste au-dessus de la cible de la Fed, rappelle auprès de l'AFP Diane Swonk, économiste en chef du cabinet KPMG aux États-Unis. « Il n'y a rien de plus épidermique pour les consommateurs que de voir les prix à la pompe augmenter rapidement », souligne-t-elle. Résultat : la banque centrale américaine dispose de moins de marge de manœuvre que d'autres institutions monétaires

face à un nouveau choc inflationniste. La Fed doit tenir mardi et mercredi sa réunion de politique monétaire. Après trois baisses consécutives en fin d'année dernière, les taux directeurs se situent désormais entre 3,50 % et 3,75 % et n'ont plus bougé depuis. Chaque jour de guerre supplémentaire prolonge les perturbations dans les flux d'hydrocarbures du Golfe, alimentant les tensions sur les marchés énergétiques. Dans ce contexte, Donald Trump continue de réclamer une détente monétaire « immédiate » afin de réduire les coûts d'emprunt pour les ménages et les entreprises américaines.

R I.

MALGRÉ L'OPPOSITION DE DONALD TRUMP

Démarrage d'un parc éolien maritime aux États-Unis

Un parc éolien en mer, un moment bloqué par Donald Trump, a commencé à fournir de l'électricité au réseau de la Nouvelle-Angleterre, dans le nord-est des États-Unis, a annoncé samedi le groupe énergétique danois Orsted. Construit au large des côtes de l'État du Rhode Island, le parc éolien offshore Revolution Wind, d'une capacité de 704 MW, devrait produire suffisamment d'électricité pour alimenter plus de 350.000 foyers. « Le projet Revolution Wind a commencé à injecter de l'électricité sur le réseau de la Nouvelle-Angleterre, renforçant l'approvisionnement énergétique de la région et contribuant à réduire les coûts pour les consommateurs », a déclaré Orsted dans un communiqué. Orsted détient 50% de la co-entreprise Revolution Wind aux côtés d'un développeur d'infrastructures d'énergies renouvelables qui fait partie du gestionnaire d'actifs américain BlackRock.

Opposition de Trump Le projet, ainsi que quatre autres, avait été suspendu en décembre lorsque Washington avait annoncé l'arrêt de tous les grands projets de parcs éoliens en mer en construction aux États-Unis, invoquant des risques pour la sécurité nationale. Cet ordre avait ensuite été annulé par un juge fédéral américain en janvier, permettant la reprise des travaux. Les quatre autres projets - Sunrise Wind et Empire Wind au large de New York, Coastal Virginia Offshore Wind et Vineyard Wind au large du Massachusetts - ont également été autorisés à reprendre. Donald Trump se plaint depuis longtemps que les éoliennes gâchent les paysages et coûtent cher. Lors d'un précédent déplacement sur l'un de ses parcours de golf au Royaume-Uni, le président américain avait exhorté le Royaume-Uni à cesser de subventionner ces « monstres laids ». Agence

RUSSIE

L'assouplissement des restrictions américaines concerne 100 millions de barils de pétrole chargés sur des navires

Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d'investissement direct, a déclaré aujourd'hui que la décision des États-Unis d'assouplir certaines restrictions sur le pétrole russe concernera environ 100 millions de barils de pétrole déjà chargés sur des navires. Dans un message publié sur sa chaîne Telegram, il a indiqué que « le secrétaire au Trésor américain Scott Bessent a annoncé non seulement un assouplissement des restrictions imposées à l'Inde concernant l'achat de pétrole russe, mais aussi la levée de toutes les restrictions sur environ 100 millions de barils de pétrole russe encore en route vers les marchés ». Il a ajouté que l'assouplissement des restrictions sur les produits énergétiques russes semble de plus en plus inévitable à mesure que la crise énergétique mondiale s'aggrave, malgré l'opposition de certains responsables de l'Union européenne. Selon lui, en levant les restrictions sur le pétrole russe, les États-Unis « reconnaissent en réalité une évidence : sans le pétrole russe, le marché mondial de l'énergie ne peut rester stable ». Agence

Eridu lève 200 M\$ pour ses hyperswitchs à radix élevé

Eridu veut repenser les réseaux des datacenters IA à l'aide d'un commutateur Ethernet et d'un Asic propriétaire. La start-up vient de lever 200 M\$ pour accélérer son développement dans un secteur où la concurrence est rude.

Fondé en 2023, Eridu est sorti du mode furtif en annonçant un financement de plus de 200 M\$ pour développer ses switch optiques pour les réseaux IA. Le tour de table a été mené par Socratic Partners, avec la participation de John Doerr, Hudson River Trading, Capricorn Investment Group et Matter Venture Partners, entre autres. La start-up basée à Saratoga en Californie a été co-crée par Drew Perkins (CEO), qui avait auparavant cofondé Lightera, rachetée par Ciena, ainsi qu'Infinera, rachetée pour 2,3 milliards de dollars par Nokia. Les deux autres co-fondateurs sont Mike Capuano (directeur du développement commercial ou CRO) et Omar Hassen (directeur produit ou CPO). Le nom de la société fait référence l'ancienne ville mésopotamienne considérée comme l'une des plus anciennes de l'histoire.

Concrètement, Eridu développe un hyperswitch Ethernet à radix élevé taillé pour les charges de travail IA, basé sur un Asic propriétaire. Parmi les clients potentiels figurent les hyperscalers, les néo-clouds et les opérateurs de clouds locaux. L'entreprise n'a pas divulgué les spécifications du produit ni la date de disponibilité générale. Des détails techniques supplémentaires et des annonces de partenariats sont prévus pour la fin de l'année 2026. Le domaine concurrentiel dans lequel Eridu fait son entrée n'est pas des moindres, puisque l'entreprise vise de grands acteurs comme Broadcom, Cisco, Huawei et Nvidia (qui proposent des switch optiques 800G). L'entreprise affirme que les fournisseurs existants ont apporté des améliorations progressives à la même architecture sous-jacente plutôt que de répondre aux exigences réelles en matière d'échelle de l'infrastructure IA. « Le réseau des centres de données IA doit être repensé de fond en comble, car il est différent du réseau des datacenters cloud », a déclaré M. Perkins. « Chaque fois qu'il y a une nouvelle application, un nouveau be-



soin, les exigences sont différentes. Des puces aux boîtiers, en passant par le système, les logiciels et l'optique, tout doit être repensé pour un type d'application différent. »

Des exigences différentes du cloud

Les exigences du réseau IA sont différentes de celles des technologies réseau qui ont été développées et déployées pour le cloud. Selon M. Perkins, la différence fondamentale réside dans l'échelle. Un datacenter cloud typique exploite environ 100 000 serveurs, chacun utilisant des dizaines de gigabits par seconde de bande passante. Ceux pour l'IA sont construits autour de millions de GPU, chacun nécessitant des quantités encore plus importantes de bande passante. « Le réseau est resté bloqué au même niveau d'amélioration de fois deux tous les deux ans pendant au moins 30 ans, et certainement 20 ans », a-t-il expliqué. « Le réseau ne suit pas le rythme du calcul, et cet écart ne cesse de se creuser. »

Cet écart n'est pas statique. Selon Pro-

mode Nedungadi, le directeur technique d'Eridu, les tendances architecturales et algorithmiques qui sous-tendent l'IA compliquent le problème du réseau au lieu de le simplifier. Des techniques telles que les modèles mixtes d'experts et la désagrégation de l'inférence en étapes distinctes de pré-remplissage et de décodage nécessitent toutes un transfert de données plus important. « Chacune d'entre elles nécessite le transfert d'un plus grand volume de données », a-t-il ajouté. « La quantité de données transférées par token augmente. » Le défi de l'échelle comporte également plusieurs dimensions. M. Perkins en a décrit trois : la mise à l'échelle, qui fait référence à l'interconnexion des GPU au sein d'un seul domaine d'entraînement ; l'extension, qui couvre la structure plus large du cluster ; et ce qu'il a appelé la mise à l'échelle transversale, une exigence que les organismes de normalisation commencent à prendre en compte. « Nous pensons que la mise à l'échelle transversale est également très intéressante », a-t-il poursuivi.

AWS s'équipe de puces Cerebras

En janvier dernier on apprenait qu'OpenAI avait signé un contrat avec le concepteur de puces IA d'un montant de 10 Md\$. Cette fois c'est au tour d'AWS de conclure un partenariat pluriannuel avec la start-up : le fournisseur cloud prévoit de déployer dans ses datacenters des systèmes d'inférence CS-3 couplés à ses puces Trainium et de l'interface réseau EFA (elastic fabric adapter) qui seront proposés via son service Bedrock. « Grâce à AWS Trainium, optimisé pour le pré-remplissage, et à Cerebras CS-3 pour le décodage, ce système intégré innovant offrira des performances et une vitesse inégalées pour l'inférence IA », explique Cerebras. Et son CEO et fondateur, Andrew Feldman, d'avancer : « Notre partenariat avec AWS pour développer une solution d'inférence décentralisée permettra d'offrir la solution d'inférence la plus rapide à une clientèle internationale. »

Le changement de facturation de Google Antigravity agace

La plateforme agentique de développement ne fait plus que des heureux. En cause : un changement du mode de facturation qui ne passe pas. Le forum AI for Developers du fournisseur regorge de plaintes d'abonnés à AI Pro (20 \$ HT par mois) qui promettaient un quota élevé et généreux de crédits à dépenser sur cette plateforme, renouvelé toutes les cinq heures jusqu'à ce qu'une limite hebdomadaire soit atteinte. Or sur Reddit, un développeur a par exemple indiqué qu'avant janvier il pouvait utiliser plus de 300 millions de tokens d'entrée et 1 à 2 millions en sortie par semaine pour les modèles Gemini Pro, mais que désormais il a atteint ses limites hebdomadaires avec moins de 9 millions de jetons d'entrée et 200 000 jetons de sortie. D'autres ont vu leur rechargement de crédits passer de 5h à une semaine. Les seules options pour eux sont d'acquiescer des crédits supplémentaires (25\$ HT) ou de migrer sur l'offre Ultra (250 \$ HT par mois). Notre confrère The Register qui a rapporté l'information a demandé à Google une clarification, sans réponse à ce stade.

Peut-on réellement détecter les visages générés par IA ?

Les modèles d'arnaques à base d'intelligence artificielle (IA) se multiplient. Or, malheureusement pour nous, ils fonctionnent plutôt bien. Et pour cause, les meilleures IA ont des capacités redoutables à générer des visages plus familiers que nature. Cela est également leur point faible. Car même si les humains, auront des difficultés à reconnaître un visage généré par l'intelligence artificielle (et le faux profil qui se cache derrière), quelques détails permettent de reprendre la main. Des traits trop proches de la « perfection », une symétrie digne d'une statue de maître, l'IA se fait trahir par sa tendance à vouloir donner à ses portraits une absence de défaut. Plus encore, vous pouvez vous faire accompagner, au quotidien, par une suite de cybersécurité suffisamment robuste pour vous aider à dénicher

les arnaques à l'IA les mieux élaborées.

Oui, l'IA peut facilement être détournée à des fins malveillantes

Des visages plus vrais que nature pour mieux vous trahir. Des chercheurs de l'université de Nouvelle-Galles du Sud, en Australie, ont voulu éprouver les capacités humaines concernant la détection des visages générés à l'aide d'une intelligence artificielle (IA) face à des portraits ayant été réellement pris. Les échantillons ont impliqué des individus identifiés comme bien meilleurs que la moyenne sur ce point, ainsi qu'un groupe d'autres humains motivés par l'idée de prendre part à une telle expérience. Au total, 200 photos, 100 ayant été réellement prises, et 100 générées par IA, ont été soumises aux deux

groupes. Et, concernant les résultats, l'échantillon des « super-reconnaisseurs » a obtenu 57% de justesse, soit près de 6 photos sur 10 correctement identifiées. Si ce résultat peut apparaître comme encourageant concernant une capacité humaine à dénicher le vrai du faux dans ce que l'IA peut générer, ce n'est supérieur que de 7 points au hasard (fixé à 50% de chances d'avoir juste ou non). Plus encore, l'échantillon des « déterminés » à participer à cette expérience scientifique ne dépasse pas le score de 43% de photos correctement identifiées. Autrement dit, les scammers sont toujours dangereux, car plus de la moitié des arnaques potentielles basées sur l'IA ne sont pas détectées par les humains. Ces derniers ont en plus été placés dans des conditions propices, en comparaison avec leur quotidien.

Pourtant, un autre point positif est que le visage généré par IA, derrière lequel se cache l'arnaqueur, est bien souvent trop parfait. L'intelligence artificielle, à partir de tous les échantillons dont elle dispose pour générer, s'attèle à donner un résultat souvent trop « parfait ». Des visages trop harmonieux, voire symétriques, sans trace de vie ou encore de caractéristiques liées à l'âge, sont à souligner.

Ces fonctionnalités sont pensées pour vous aider

Bitdefender choisit de vous aider à vous prémunir des arnaques liées à l'IA. Cela, déjà, avec sa fonctionnalité Scamio, que vous pouvez gratuitement solliciter depuis son site Web. L'objectif est de passer au peigne fin tout lien ou même message pouvant constituer une potentielle ar-

naque. Une fois votre requête envoyée, Scamio vous livre, en quelques secondes, son verdict. Vous adoptez ainsi un sain réflexe de cybersécurité. Autre point phare, la suite Bitdefender Premium Security accueille la fonctionnalité Scam Copilot. Comme son nom l'indique, ce compagnon filtre en temps réel votre activité pour dénicher toute arnaque potentielle. Basé sur une intelligence artificielle mise au point par Bitdefender, Scam Copilot peut vous accompagner sur vos ordinateurs (macOS, Windows), comme votre smartphone sous Android, pour vous prémunir des arnaques. Cela, aussi bien dans les e-mails, que les messages que vous recevez, ou encore les sites Web que vous visitez. Le tout, couplé à l'un des meilleurs antivirus du marché, notamment pour faire face aux menaces en ligne les plus diverses.

La Ferrari Amalfi Spider donne envie d'attraper des coups de soleil printaniers

Sans surprise, Ferrari lance une version cabriolet de sa GT Amalfi. L'esprit reste exactement le même que pour la précédente Roma Spider, avec toutes les améliorations déjà apportées au coupé 2+ 2 italien.

La boucle est bouclée. L'année dernière, Ferrari a lancé l'Amalfi en remplacement de la Roma, sorte de version restylée et améliorée de sa GT 2+ 2 formant l'entrée de gamme de la marque. Et le constructeur italien présente cette fois sa version Spider, descendante spirituelle des cabriolets à quatre places de la marque après la Roma Spider mais aussi la Portofino, la California T et la California.

Et il n'y a littéralement aucune surprise : l'Amalfi Spider combine à la fois le design et toutes les améliorations techniques apportées par l'Amalfi coupé au format cabriolet de l'ancienne Roma Spider. Comme souvent avec ce genre de carrosserie, le profil « découvrable » apporte un surplus d'élégance même si le design de l'Amalfi fait peut-être moins l'unanimité que celui d'une Aston Martin Vantage.

640 chevaux exactement

Elle reprend bien sûr le V8 biturbo de 3,9 litres de l'Amalfi Coupé avec ses 640 chevaux en puissance maximale et ses 760 Nm de couple, transmis aux roues arrière via une boîte automatique à double embrayage et huit rapports. Pesant 1 556 kg sur la balance soit 86 kg de plus que le coupé, elle abat le 0 à 100 km/h en 3,3 secondes et peut filer à 320 km/h en vitesse de pointe.

Sa capote en toile souple se rétracte et se déploie électriquement en 13,5 secondes jusqu'à 60 km/h. L'intérieur de la voiture reste très proche de celui de l'Amalfi Coupé avec sa planche de bord en deux parties et on retrouve le système de déflecteurs arrière pour limiter les remous qui était apparu sur la Roma Spider. Les petites places arrière paraissent peu utilisables pour des adultes et le coffre permet d'emporter 255 litres de bagages contre 273 pour le coupé (ou seulement 172 litres lorsque la capote est repliée dans son logement).

266 000€ le morceau

L'Amalfi Spider coûtera 266 000€ en prix de base, avec comme d'habitude la possibilité d'ajouter très facilement de nombreux milliers d'euros à ce tarif en options et autres choix de personnalisation. C'est le modèle le plus abordable de la gamme Ferrari (le coupé est encore 20 000€ moins cher, en-dessous des gammes de la 296, de la 12cilindi, du Purosangue et de la 849 Testarossa.



Officiel ! La F1 annule les Grands Prix de Bahreïn et d'Arabie Saoudite

Sans grande surprise, la Formule 1 vient de mettre fin au suspense après avoir officialisé l'annulation des Grands Prix de Bahreïn et d'Arabie saoudite en raison de la situation au Moyen-Orient. Ces deux épreuves ne seront pas remplacées et le championnat du monde 2026 ne comptera désormais plus que 22 Grands Prix. C'était attendu et c'est désormais confirmé. La Formule 1 a officialisé l'annulation des Grand Prix de Bahreïn et d'Arabie saoudite qui devaient initialement se disputer les week-ends du 10 au 12 avril à Sakhir, et la semaine suivante du 17 au 19 avril à Djeddah. Cette décision intervient logiquement sur fond de guerre entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran dans la région du Moyen-Orient. Mohammed Ben Sulayem, Président de la FIA, a déclaré : « Après mûre réflexion, nous avons pris cette décision en



toute conscience de cette responsabilité. Nous continuons d'espérer le retour au calme, à la sécurité et à la stabilité dans la région. Mes pensées accompagnent toutes les personnes

touchées par ces événements récents. La FIA placera toujours la sécurité et le bien-être de sa communauté et de ses collaborateurs au premier plan. » Au cours de nom-

breuses consultations entre la FIA et les promoteurs concernés, plusieurs solutions de rechange ont été envisagées comme l'organisation de course en Europe ou même d'un double-header au Japon, finalement il a été décidé qu'aucune substitution ne serait effectuée en avril.

Plus que 22 Grands Prix au calendrier 2026

Une annulation pure et simple d'un Grand Prix n'avait plus été vue depuis 2023 avec le Grand Prix d'Emilie Romagne, annulé à l'époque en raison des inondations qui frappaient la région. Désormais le championnat du monde de F1 2026 ne comptera plus que 22 courses. « Bien que cette décision ait été difficile à prendre, elle est malheureusement la plus appropriée compte tenu de la situation actuelle au Moyen-Orient, explique Stefano Domenicali, président

et directeur général de la Formule 1. Je tiens à remercier la FIA ainsi que nos formidables promoteurs pour leur soutien et leur compréhension, car ils se réjouissaient de nous accueillir avec leur énergie et leur passion habituelles. Nous avons hâte de les retrouver dès que les circonstances le permettront. » En plus des courses de F1, les épreuves de support de Formule 2, de Formule 3 ainsi que du championnat féminin de Formule 1 Académie sont également annulées. Pour rappel, la catégorie reine du sport automobile n'est pas la seule à avoir dû annuler des courses au Moyen-Orient puisque plutôt dans l'année, le WEC avait également été contraint d'annuler les 1812 km du Qatar, manche d'ouverture du championnat du monde d'endurance disputée sur le circuit de Losail, situé au nord de Doha touché par le conflit en cours.

Mots fléchés

Navires		Peinture religieuse		Augmentation		Espace infini		Donner une courbure		Pas grandes		Quantités précises	
Relatif aux vaisseaux sanguins						Anéantir		Petite route				Administrer	
										Autre moi			
										Fibre textile			
Mascarade		Excitation sexuelle		Métiers									
								Sombre					
Un sens				Astate			Inflam-						
Clair				Lac des Pyrénées			mations des oreilles						
			Prénom allemand					Bramer					Commencement
			Monnaie roumaine					Elancé					
Ile italienne		Bon dormeur					Sélénium			Exclu		Foyer de cheminée	
		Diminuer					Bison d'Europe						
				Création							Argon		
											Retire		
H2O				Territoire du Caucase (trois mots)		Note de musique		Montée					
Lettre grecque						Grande ouverte		Pièce de tissu					
			Volatile		Hâbleur								
					Fin de messe								
Luttèrent	Clone					Enlevée						Jugement d'estime	
	Folle					Voie ferrée							
										Fromage corse	Grand lac américain		
Estimée						Peu		Entraver					
Coiffure													
					Abri du lièvre					Vieille colère			
					Prénom féminin								
Nouveau disque		Ascendant						Résidu	Désir				
									Sillon				
		Affluent du Congo					Nazi			Général confédéré			
		Issu léger											
Note de musique			Coup à la boxe							Société anonyme		Glorifié	
Invention													
			Ronge				Précieux métaux				Largeur d'étoffe		
			Atome				Pieu aiguisé						
Célèbre chien	Sable mouvant					Implora					Auteur de rumeurs		
	Égouttoir					Petite quantité					Connu		
					Grand coffre					Jus comestible			
Fissuré								Transpiration					

Les vols Constantine-Mulhouse prévus entre le 15 avril et le 20 mai déroutés vers Strasbourg

Les vols d'Air Algérie entre Constantine et Mulhouse, seront exceptionnellement déroutés vers l'aéroport de Strasbourg, durant la période allant du 15 avril au 20 mai 2026, a annoncé le groupe public dans un communiqué. La décision de dérouter ces vols, sous le numéro AH1170 /AH1171, programmés les jeudi et samedi de chaque semaine, a été prise en raison de la fermeture temporaire de la piste de l'aéroport de Mulhouse pendant cette période, précise la même source.



TRAVAUX PUBLICS

Le ministre préside une réunion de coordination consacrée au suivi des projets de transport guidé

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, dimanche, une réunion de coordination consacrée au suivi des projets de transport guidé en cours, indique un communiqué du ministère. Tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres centraux et du Directeur général de l'Entreprise Métro d'Alger (EMA), cette réunion a permis de passer en revue les projets en cours et l'état d'avancement des travaux et de discuter des perspectives futures dans ce domaine, précise le communiqué.

DÉCÈS DU MOUDJAHID NOUREDDINE DJOUDI

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, dimanche, ses sincères condoléances et fait part de ses sentiments de compassion à la famille du moudjahid Noureddine Djoudi, décédé samedi à l'âge de 92 ans. "Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux, +Il est, parmi les croyants, des hommes qui ont été sincères dans leur engagement envers Allah. Certains d'entre eux ont atteint leur fin, et d'autres attendent encore et ils n'ont varié aucunement dans leur engagement+ A la famille du défunt moudjahid Noureddine Djoudi, C'est avec une grande tristesse et une profonde affliction que j'ai appris le décès du moudjahid Noureddine Djoudi, ce diplomate pionnier qui a marqué de son empreinte singulière tous les postes qu'il a brillamment occupés au ministère des Affaires étrangères, ainsi que ses passages notables dans divers fora et organisations extérieurs", lit-on dans le message de condoléances. "Le défunt moudjahid a rejoint les rangs de la Révolution au sein des unités stationnées aux frontières, où il a eu l'honneur de former le leader sud-africain Nelson Mandela au maniement des armes lors de son séjour dans les camps d'entraînement de l'Armée de libération nationale (ALN)", a rappelé le président de la République dans son message. "Alors que nous faisons nos adieux à un moudjahid et à un diplomate patriote, je vous adresse, ainsi qu'à l'ensemble des proches du défunt, mes sincères condoléances et mes sentiments les plus profonds de compassion, priant Allah Tout-Puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis, et de prêter aux siens patience et réconfort. A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons", conclut le président de la République.

APS

RAPPORTS

Le Maroc, un hub pour les réseaux internationaux de trafic de drogue

Le Maroc est devenu l'un des plus grands producteurs et exportateurs de stupéfiants, relèvent des rapports internationaux, faisant état de l'existence de réseaux organisés spécialisés dans la propagation du cannabis en Europe et dans les pays voisins, le Makhzen, tout complice, ayant fait de cette activité criminelle un véritable secteur économique parallèle et un outil de chantage et de pression au profit de ses ambitions colonialistes, exercés notamment en Europe. Selon un rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, le Maroc demeure l'un des plus gros producteurs mondiaux de résine de cannabis avec une production annuelle de 2500 à 3000 tonnes.

Le rapport précise qu'une partie de cette production est mise à la disposition de réseaux de trafic internationaux ciblant essentiellement les pays européens et l'Afrique du nord et ayant pour point de départ le nord du Maroc. Au fil des années, la production et le trafic du cannabis sont passés du statut d'activité criminelle isolée à une pratique enracinée dans la réalité sociale, encouragée, des années durant, par le laxisme programmé et la complicité flagrante du Makhzen.

Ce constat est étayé par le rapport "EU Drug Market 2025" émanant de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues. Le rapport fait état de la saisie, durant ces dernières années, de 551 tonnes de résine de cannabis, en plus de l'enregistrement de plus de 265.000 opérations ayant donné lieu à la saisie d'autres variétés de

drogues. Selon la même source, le cannabis provenant du Maroc représentait la plus grande part des drogues interceptées, lors de ces opérations.

Le rapport note que les côtes espagnoles représentent les points de passage les plus importants pour le trafic de drogue à destination de l'Europe, à partir du sud (Maroc). En 2021, l'Espagne a saisi approximativement 672 tonnes de résine de cannabis produites au Maroc, devenu l'un des points focaux des réseaux internationaux de trafic de stupéfiants.

Par ailleurs, l'European Drug Report 2025 et le Global Organized Crime Index 2025 révèlent que les réseaux de trafic liés au Maroc s'appuient sur une base logistique complexe et de multiples circuits pour l'acheminement de la drogue vers l'Europe, ce qui représente une menace pour la stabilité de toute la région.

Ce commerce génère des gains financiers colossaux qui alimentent, à leur tour, d'autres activités criminelles telles que le blanchiment d'argent et le commerce illicite des armes, ce qui renforce le développement du crime organisé et complique davantage les défis sécuritaires auxquels la région est confrontée.

Trafic de drogue et économie parallèle

Il est difficile de comprendre l'expansion du trafic de drogue sans prendre en considération le rôle de l'économie parallèle au Maroc, la culture du cannabis représentant l'une des plus grandes composantes de cette économie dans une vaste

région du nord du pays. Selon les données fournies par l'Organisation des Nations unies, la culture du cannabis, au Maroc, couvre une surface de 37.000 ha et nourrit 140.000 familles, démontrant une large complicité du régime du makhzen. Le rapport Global Organized Crime Index 2025 constate, par ailleurs, que le crime organisé gagne du terrain au Maroc, avec une croissance particulière pour les activités liées au trafic de drogue.

L'impact de ce fléau dépasse les frontières marocaines pour toucher les pays voisins dont l'Algérie, visant ainsi sa jeunesse, sous forme d'une guerre visant la sécurité nationale du pays. Selon le ministère de la Défense nationale, les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont avorté de nombreuses tentatives d'introduction de drogues à travers les frontières ouest, au cours de l'année 2025, et ce grâce à une haute vigilance des troupes de l'ANP et leur parfaite maîtrise en matière de couverture sécuritaire du territoire nationale. En l'espace d'une semaine seulement, 1,8 tonne de kif traité ont été saisies en plus de grandes quantités de cocaïnes et de psychotropes, ce qui démontre l'existence d'un réseau organisé de trafic de stupéfiants ciblant les jeunes de toute la région. Une réalité qui implique le renforcement de la coopération régionale pour faire face à ce phénomène qui représente désormais un défi sécuritaire majeur, avaient souligné un nombre d'experts et acteurs dans la lutte contre cette criminalité internationale transfrontalière.

APS

COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT

Ooredoo Algérie et l'ANEP tissent un partenariat stratégique

Ooredoo Algérie et l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité (ANEP) ont annoncé la signature d'un protocole d'accord stratégique visant à instaurer un cadre global de coopération et à renforcer les synergies entre les deux organismes dans plusieurs domaines d'intérêt commun, dans le cadre d'une démarche de partenariat entre les secteurs public et privé visant à valoriser les expertises et à soutenir le développement des médias et de l'économie nationale.

La cérémonie de signature s'est déroulée en marge de l'Iftar Presse organisé par Ooredoo le 11 mars 2026, en présence du Directeur Général de Ooredoo M. Roni Tohme, et du Président Directeur Général de l'ANEP M. Messaoud Alghem, marquant une nouvelle étape dans le développement de partenariats structurants entre les acteurs majeurs des secteurs des télécommunications, des médias et des services en Algérie.

A travers ce protocole d'accord, les deux parties ambitionnent de structurer et de diversifier leur collaboration autour de plusieurs axes stratégiques, notamment les solutions de télécommunications, les prestations publicitaires, les services logistiques, les projets digitaux ainsi que d'autres activités figurant dans le portefeuille de l'ANEP. Dans le cadre de ce

partenariat, Ooredoo Algérie mettra à la disposition des entités de l'ANEP des solutions et services de télécommunications innovants, comprenant notamment des abonnements et des offres commerciales dédiées, des solutions technologiques adaptées ainsi que le déploiement d'infrastructures techniques. De son côté, l'ANEP accompagnera Ooredoo à travers l'expertise et les capacités opérationnelles de ses différentes filiales et unités, notamment dans le développement des actions de communication. Ce partenariat prévoit également la production de solutions de communication, ainsi que la mise à disposition de prestations logistiques.

À cette occasion, M. Messaoud Alghem, Président Directeur Général de l'ANEP, a affirmé : « La signature de ce protocole d'accord avec Ooredoo s'inscrit dans la stratégie de l'ANEP visant à renforcer les partenariats avec des acteurs économiques majeurs afin de développer des services innovants et adaptés aux évolutions du marché.

Cette coopération permettra de mobiliser les compétences et les infrastructures des deux institutions dans le but de proposer des solutions intégrées dans les domaines de la communication, des médias, de la logistique et des technologies. Nous sommes convaincus que ce parten-

nariat ouvrira la voie à de nouvelles perspectives de collaboration et contribuera à la création de valeur au bénéfice de nos deux organisations et de l'écosystème national». De son côté, M. Roni Tohme, Directeur Général de Ooredoo, a déclaré: « Nous sommes particulièrement heureux de conclure aujourd'hui ce partenariat stratégique avec l'ANEP, une institution de référence dans le domaine de la communication et des médias en Algérie. Cet accord traduit notre volonté commune de renforcer les synergies entre nos deux organisations et d'explorer de nouvelles opportunités de collaboration dans des domaines à forte valeur ajoutée. En mettant à profit l'expertise de l'ANEP et les solutions technologiques innovantes de Ooredoo, nous ambitionnons de développer des projets structurants qui contribueront à soutenir la transformation digitale et le dynamisme du paysage médiatique et économique national».

A travers ce partenariat stratégique, Ooredoo et l'ANEP réaffirment leur volonté commune de contribuer activement au développement de l'écosystème médiatique, technologique et économique national, tout en mettant en synergie leurs expertises respectives au service de l'innovation, de la performance et de la création de valeur.